



GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

MINISTÈRE D'ÉTAT

# BULLETIN D'INFORMATION

Service « Information et Presse », 18, rue Aldringer, Luxembourg

N° 10 (6<sup>me</sup> année)

Luxembourg, le 31 octobre 1950

## Mémorial (mois d'octobre)

### Ministère des Finances.

L'arrêté ministériel du 10 octobre 1950 modifie l'art. 17 de l'arrêté ministériel du 28 décembre 1949 concernant l'établissement des bilans d'ouverture en francs.

\*

### Ministère des Affaires Etrangères.

L'arrêté grand-ducal du 13 octobre 1950 règle l'exécution de la Convention sur les Privilèges et

## Chambre des Députés (mois d'octobre)

10 octobre: Réunion d'une section centrale.  
Réunion du Bureau de la Chambre.

17 octobre: 78<sup>e</sup> séance publique. — Projet de loi concernant l'organisation militaire (N° 285).  
Rapport de la section centrale et discussion générale.

18 octobre: 79<sup>e</sup> séance publique. — Projet de loi concernant l'organisation militaire (N° 285).

Immunités des Institutions spécialisées reliées aux Nations Unies. Le texte de la Convention et des Annexes à la Convention est publié au « Mémorial » N° 53 du 26 octobre 1950.

\*

### Ministère de la Santé Publique.

Dans l'annexe N° 5 du 21 octobre 1950, le Ministère de la Santé Publique publie un rapport de M. le Directeur de la Santé Publique sur la situation sanitaire au Grand-Duché de Luxembourg en 1948 et 1949.

19 octobre: 80<sup>e</sup> séance publique. — Projet de loi concernant l'organisation militaire (N° 285).  
Suite de la discussion générale.

Réunion de la 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> section.  
Réunion d'une section centrale.

24 octobre: 81<sup>e</sup> séance publique. — Projet de loi concernant l'organisation militaire (N° 285).  
Suite de la discussion générale.

Réunion du Bureau de la Chambre.

## SOMMAIRE:

	Page
1) Mémorial (mois d'octobre) . . . . .	161
2) Chambre des Députés (mois d'octobre) . . . . .	161
3) La Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg fête le Centenaire de sa fondation	162
4) Conférence Benelux de Luxembourg - 20 et 21 octobre 1950 - 8 <sup>e</sup> Conférence Interministérielle Benelux . . . . .	166
5) La Journée de Commémoration Nationale . . . . .	169

	Page
6) Hautes Distinctions Françaises conférées à des Passeurs Luxembourgeois . . . . .	169
7) Le Contingent des Volontaires Luxembourgeois pour la Corée . . . . .	171
8) Canalisation de la Moselle. - Rapport Technique	173
9) Nouvelles diverses . . . . .	193
10) Distinctions honorifiques . . . . .	195
11) Nouvelles de la Cour . . . . .	196
12) Le Mois à Luxembourg (mois d'octobre) . . . . .	196

25 octobre: 82<sup>e</sup> séance publique. — Projet de loi concernant l'organisation militaire (N<sup>o</sup> 285). Lecture, discussion et vote des articles.

26 octobre: 83<sup>e</sup> séance publique. — Projet de loi concernant l'organisation militaire (N<sup>o</sup> 285). Suite de la discussion des articles.

31 octobre: 84<sup>e</sup> séance publique. — Projet de loi concernant l'organisation militaire (N<sup>o</sup> 285). Suite de la discussion des articles et vote des articles. Le projet amendé est retourné au Conseil d'Etat.

## Le Centenaire de la Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg

Le 15 octobre 1950, la Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg a fêté avec éclat le Centenaire de sa fondation. A vrai dire, ce Centenaire aurait dû être fêté il y a neuf ans. En effet, la Chambre de Commerce a été constituée peu après la proclamation de l'indépendance du Grand-Duché en 1841. Mais en 1941, année de guerre et d'oppression, les circonstances ne permettaient pas la commémoration de la création d'un organisme national dont les débuts coïncident avec la naissance du Luxembourg indépendant et qui, tout le long de son activité, s'était toujours fait le champion de l'indépendance du pays et de l'économie libre. En outre, le fait d'avoir attendu jusqu'en 1950 permet à la Chambre de Commerce de cumuler avec la commémoration de son Centenaire celle du 25<sup>e</sup> anniversaire de sa constitution en Chambre professionnelle à base élective.

Les fêtes du Centenaire de la Chambre de Commerce furent marquées par la publication d'une « Histoire de l'Economie Luxembourgeoise », par M. Paul Weber, Secrétaire Général de la Chambre de Commerce, et surtout par une solennelle séance tenue dans la grande salle de l'Hôtel de Ville de Luxembourg, le dimanche, 15 octobre, à 10 heures du matin, que S. A. R. Monseigneur le Prince de Luxembourg avait daigné honorer de Sa haute présence.

La salle de la Mairie suffisait à peine pour contenir toute la nombreuse et brillante assistance qui avait répondu à l'invitation de la Chambre de Commerce. La cérémonie était présidée par M. Aloyse Meyer, Président de la Chambre de Commerce, entouré des membres du bureau de la Chambre, MM. Max Lambert, Vice-Président, Jacques Krau, Président de la Commission du Commerce de Détail, Edmond Muller et Paul Weber, Secrétaire Général de la Chambre de Commerce.

Au premier rang de l'assistance on remarquait S. A. R. Monseigneur le Prince de Luxembourg, S. Exc. M. Alfred Loesch, Grand Maréchal de la Cour, et l'Aide de camp de Son Altesse Royale, le Lieutenant Prussen. Y assistèrent en outre MM. les membres du Corps Diplomatique et Consulaire, S. Exc. M. Emile Reuter, Président de la Chambre des Députés, S. Exc. M. Léon Kauffman, Président du Conseil d'Etat, S. Exc. M. Pierre Dupong, Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, MM. les Ministres Eugène Schaus, Pierre Frieden, Robert

Schaffner, Alphonse Osch et François Simon, M. le Député-Maire Emile Hamilius et les Echevins de la Ville de Luxembourg, MM. les Présidents des Chambres artisanales, de nombreux députés et hauts fonctionnaires de l'Etat et les délégués des Chambres de Commerce des villes et pays voisins.

La séance solennelle fut ouverte par M. le Président Aloyse Meyer qui, dans son grand discours, souhaita la bienvenue aux personnalités présentes et retraça les activités de la Chambre de Commerce dans les termes suivants:

Altesse Royale,  
Excellences,  
Mesdames,  
Messieurs,

L'honneur qui m'incombe aujourd'hui, me remplit d'un orgueil légitime. C'est en effet l'élite administrative et économique du Grand-Duché et même des pays voisins qui a tenu à rehausser par sa présence l'éclat de notre fête commémorative.

Mes remerciements les plus respectueusement empressés vont en tout premier lieu à l'adresse de S. A. R. le Prince de Luxembourg. En daignant accepter notre invitation, il souligne la portée nationale de l'événement commémoré, à savoir le centenaire de la création de la Chambre de Commerce, et le haut intérêt qu'il porte à l'économie du pays.

En fait, le terme de centenaire est impropre. Il n'y a pas cent, mais cent et neuf ans que Guillaume II des Pays-Bas a signé l'arrêté royal grand-ducal du 1<sup>er</sup> octobre 1841 portant création de la Chambre de Commerce. Il paraît inutile de rappeler les raisons qui, en 1941, avaient conduit notre Chambre à passer cet événement sous silence. L'année 1950 que nous avons choisie pour notre commémoration, est non seulement un point de repère naturel pour mesurer le chemin parcouru, mais cet exercice coïncide, en outre, avec le 25<sup>e</sup> anniversaire du fonctionnement des chambres professionnelles.

Quelle est maintenant la signification nationale de notre centenaire? Pour bien se le mettre dans l'esprit, évoquons la splendeur des fastes de 1939. Comme dans le pressentiment de sinistres lendemains, le peuple luxembourgeois s'était alors abandonné à la liesse du souvenir de sa constitution comme Etat indépendant en 1839, par la décision d'un aréopage international. Mais cette indépendance n'a été complètement effective que trois ans plus tard, quand Guillaume II, succédant à son père, affirma sa volonté d'assurer le bonheur des Luxembourgeois et de le réaliser par les Luxembourgeois eux-mêmes.

Et bien, le premier pas sur cette voie encore inexplorée de l'autonomie réelle, de l'indépendance concrète, fut marqué par la création de la Chambre de Commerce. C'est elle qui fut le premier porte-parole légalement consacré de l'opinion publique et des volontés nationales. Douze jours plus tard, seulement, le Grand-Duché se vit octroyer sa

première constitution. Et il fallut attendre encore huit mois pour la convocation de l'Assemblée des Etats. Cela ne prouve-t-il pas que les problèmes économiques furent jugés, dès le début, d'une importance plus immédiate que l'organisation de la vie politique intérieure?

La présence des représentants des nations accréditées dans la capitale du Grand-Duché donne aux efforts de la Chambre de Commerce sur le plan des relations économiques internationales une consécration solennelle. J'en remercie Messieurs les Ministres et les Chargés d'Affaires de Belgique, de France, du Royaume-Uni, des Etats-Unis, des Pays-Bas et de l'Italie, sans omettre la Suisse, représentée par le doyen d'âge du corps consulaire.

Je salue cordialement Monsieur le Président de la Chambre des Députés, et la présence de six membres du Gouvernement atteste l'importance qui est attachée par les plus hauts dignitaires de l'Etat au souvenir lointain de la création de la Chambre.

Mes remerciements tout particuliers vont à Monsieur le Président du Conseil. Dans la préface qu'il a bien voulu écrire à l'intention du livre commémoratif publié par les soins de la Chambre de Commerce, il a comblé celle-ci d'éloges. Mais il a omis de souligner que le député-rapporteur de la loi du 24 avril 1924 sur les Chambres professionnelles, qui a constitué la Chambre de Commerce sur la base démocratique de libres élections, portait le nom de Monsieur Pierre Dupong.

Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères, retenu aux Etats-Unis, nous a fait parvenir des vœux auxquels nous sommes d'autant plus sensibles que les échanges internationaux ont constitué, de tout temps, une de nos préoccupations primordiales. La chose est naturelle dans un pays qui exporte la presque intégralité de sa production industrielle, tandis que ses besoins en matières premières et en produits manufacturés sont couverts, en majeure partie, par l'importation.

Je souhaite la bienvenue à Monsieur le Grand Maréchal de la Cour et à Messieurs les Ministres luxembourgeois présents, notamment à Monsieur Simon, Ministre des Affaires Economiques, dans les attributions duquel rentrent nos activités essentielles.

Je salue également M. Vasseur, l'actif secrétaire général de la Chambre de Commerce Internationale.

Nous sommes fiers d'avoir parmi nous les représentants les plus distingués des Chambres de Commerce et de l'économie de nos pays voisins. Nous apprécions hautement la présence de Monsieur Jacques Fougerolle, Président de la Chambre de Commerce de Paris et, en cette qualité, Président de l'Assemblée des Présidents des Chambres de Commerce de France et de l'Union française, ainsi que de Monsieur Waedendries, Président de la Chambre de Commerce de Saint-Quentin. Je salue également les représentants des Chambres de Commerce de Strasbourg, de Metz et de Bar-le-Duc.

Du côté de nos alliés belges, Monsieur Bourgaux représente la Fédération Nationale des Chambres de Commerce et d'Industrie de Belgique, et je vois à ses côtés le délégué de la Chambre de Commerce de Bruxelles, qui fêtera dans les premiers jours son 75<sup>e</sup> anniversaire, ainsi que le délégué de la Chambre de Commerce du Luxembourg belge, province qui nous est proche par tous les liens de l'histoire et du sentiment. Notre coopération avec Monsieur Engels d'Anvers a été des plus étroites depuis la constitution de la Chambre à laquelle il préside.

Parmi nos alliés nouveaux, j'adresse la bienvenue aux représentants de la plus grande Chambre de Commerce des Pays-Bas, celle de la Hollande du Sud, de Rotterdam, en particulier à son Président Monsieur van der Mandele, ainsi qu'au Président de la Chambre de Commerce néerlandaise pour la Belgique et le Luxembourg.

Nos relations économiques avec l'Allemagne se sont ressenties favorablement de l'activité de la Deutsch-Belgisch-Luxemburgische Handelskammer à Cologne, représentée par

son Président Monsieur Bauwens. Cologne, dont la Chambre de Commerce est la plus importante de l'Allemagne Fédérale, souligne, par la présence de son Président, Monsieur Greis, la portée économique de la vallée rhénane. La Chambre de Commerce de Trèves, ville voisine avec laquelle nous avons toujours eu beaucoup de relations économiques, est représentée par son Président Monsieur Zettelmeyer.

Je n'omettrai point Monsieur Siegen, Président émérite de la Chambre de Commerce luxembourgeoise en France, que je compte parmi les nôtres. La mission de son organisation consiste, en effet, à continuer le rayonnement de notre activité dans le plus grand des pays voisins et qui est parmi les plus proches de tout cœur luxembourgeois.

Je crois devoir quelques explications au sujet du lieu où se réunit cette assemblée. Selon nos premiers projets, la commémoration du centenaire aurait dû se dérouler dans la nouvelle salle de séances de la Chambre de Commerce, dont la construction vient d'être terminée. Ce ne sont pas seulement des considérations d'ordre technique qui nous ont engagés à solliciter l'hospitalité de cette vieille et vénérable Mairie. C'est bien plutôt parce que cette enceinte a joué un rôle déterminant dans l'origine de notre Chambre. C'est ici, en effet, que la Régence de la Ville de Luxembourg — nom que portait alors le Conseil Municipal — a rédigé à la date du 21 septembre 1841 une mémorable adresse au Roi Grand-Duc.

Le texte est trop significatif pour que je le passe sous silence.

Après avoir exprimé à Guillaume II la vive gratitude de la population pour le refus de ratification du traité d'accession au Zollverein, l'adresse se termine par la conclusion suivante:

« Votre Sagesse, Sire, nous garantit que pour l'accomplissement d'un acte aussi important que la fixation de nos relations économiques avec les voisins, Votre Majesté daignera s'entourer d'éléments puisés à la source la plus consciencieuse et la plus irréprochable, et que l'institution immédiate d'une Chambre de Commerce procurera ce grand avantage au pays et à son bien-aimé Souverain. »

Cette adresse n'était nullement la première requête tendant à la création d'une Chambre de Commerce. Les industriels et les commerçants de la capitale avaient déjà affirmé, quelques mois plus tôt, que l'institution d'une Chambre de Commerce était d'utilité généralement reconnue et leur demande avait trouvé un écho dans tout le pays. Mais ce fut l'adresse de la Régence qui eut un effet immédiatement décisif. A peine la tenait-Il entre les mains, que le Souverain promulgua l'arrêté du 1<sup>er</sup> octobre 1841, portant création de l'organisme en question, et celui du 3 octobre, désignant d'office les 21 membres, choisis judicieusement parmi les éléments les plus représentatifs de l'économie du Grand-Duché.

Si la Chambre de Commerce est donc, au point de vue chronologique, l'aînée de presque toutes nos institutions nationales, elle doit à la municipalité de la Ville de Luxembourg une reconnaissance toute filiale. Et ces liens s'expriment par la présence de Messieurs les Bourgmestre et Echevins, que je remercie très cordialement de leurs nombreuses et traditionnelles manifestations de sympathie.

L'activité de notre Chambre au cours du siècle en revue trouve son expression concrète dans ses anciens rapports annuels. Ceux-ci ne forment pas seulement la plus précieuse documentation statistique sur l'économie de notre patrie; ils prouvent encore qu'en toute circonstance la Chambre a entretenu les relations de coopération les plus étroites avec tous les échelons de l'administration. Mes remerciements les plus empressés s'adressent aux chefs de nos grandes administrations officielles et parastatales. Par leur présence, ils témoignent leur intention de maintenir les mêmes relations confiantes dans l'avenir.

Je remercie enfin un groupe de nos hôtes, dont l'importance n'a pas besoin d'être relevée: à savoir les représentants



de la presse. C'est dans le désir de servir les intérêts généraux du pays, que nos journaux ont réservé généreusement leurs colonnes aux comptes rendus et aux multiples communications d'intérêt public de notre organisme.

Nos collègues des Chambres et Associations professionnelles ne m'en voudront pas, si je les cite en dernier lieu. Par cette place, j'exprime tout simplement le rapprochement et l'intimité de nos liens de parenté.

Vous connaissez tous, mes chers collègues des Chambres professionnelles, l'article de notre loi organique de 1924 qui prévoit la réunion collective de nos organismes en vue de délibérer sur des questions d'un intérêt commun. Le dit texte trouve aujourd'hui sa pleine considération et je suis heureux que la commémoration de la plus ancienne représentation légale de l'économie luxembourgeoise soit considérée, par nos collègues, comme une question d'intérêt commun. J'en remercie Messieurs les présidents et membres des Chambres des Artisans, des Employés Privés, du Travail ainsi que ceux de la Centrale Paysanne.

La même cordiale bienvenue s'adresse à toutes les associations professionnelles de l'économie qui ont bien voulu donner une suite à notre invitation: les Fédérations des Artisans, des Commerçants, des Industriels, des Négociants en gros, le Groupement des Industries Siderurgiques, le Syndicat des Aubergistes et Cafetiers et les Associations des Hôteliers, des Banquiers et des Assuranciers.

A l'exception de l'agriculture et de l'artisanat, toutes les professions associées dans ces groupements trouvent dans la Chambre de Commerce l'organisme central qui représente légalement les intérêts communs de l'économie libre.

C'est en ceci que la Chambre de Commerce se distingue de ses Chambres-sœurs: les intérêts qu'elle représente, ne sont pas automatiquement et toujours solidaires ou convergents. Les représentations des Employés Privés ou du salariat sont, elles dans leurs grandes lignes, nécessairement solidaires. Même dans les métiers les problèmes sociaux communs l'emportent sur les divergences. Pour la Chambre de Commerce, qui dit économie libre, dit concurrence, lutte pour l'existence, antagonismes fréquents tant entre les individus qu'entre les groupes professionnels.

Tout en s'efforçant d'arbitrer dans la mesure du possible les conflits d'intérêts immédiats, la Chambre de Commerce considère comme son principal devoir de se hausser au-dessus des considérations particularistes, afin de réaliser le bien commun de l'économie libre. En tout état de cause, l'intérêt commun de l'économie libre ne saurait différer de la notion de l'intérêt national.

La Chambre de Commerce croit avoir rempli cette mission de son mieux et l'expérience qu'elle a recueillie au cours d'un siècle d'existence, confirme l'optimisme de ce jugement.

Il y a stagnation là où il n'y a pas lutte économique et concurrence. Aussi la croyance en un conflit fondamental entre la production agricole et industrielle, entre le capital et le travail, entre la grande et la petite entreprise, peut-elle trouver un aliment dans certains faits de détail. Dans l'ensemble, et vu d'un niveau élevé, c'est pourtant une hérésie que l'histoire économique du Luxembourg réfute avec éclat.

En effet, pendant les dernières cent années, l'économie du Luxembourg s'est développée d'une façon exceptionnelle.

Il y a un siècle, le pays était pauvre et ne pouvait pas nourrir tous ses habitants. Un grand nombre d'entre eux devait émigrer vers les pays voisins et les pays d'outre-mer, surtout les Etats-Unis. Aujourd'hui, il règne au Luxembourg une réelle aisance dans toutes les classes de la population. Quelles sont les raisons de ce renversement total? Ses débuts coïncident avec l'avènement, dans le pays, de l'industrie sidérurgique moderne dont le développement exceptionnel a entraîné une transformation complète de sa vie économique et sociale. Cette industrie a non seulement créé du travail pour toute la population, mais a nécessité encore l'immigration d'un nombre important de travailleurs qui

ont augmenté d'autant la masse des consommateurs. A l'heure actuelle, 80% de la main-d'œuvre industrielle sont de nationalité luxembourgeoise et 20% sont des étrangers. Toutes les branches de l'économie nationale, le commerce, l'agriculture, l'artisanat, etc., en ont profité et ont bénéficié d'un développement inattendu. Il n'est pas exagéré de dire que le sort économique et social du pays est intimement lié à celui de son industrie sidérurgique.

Et pourtant, les conditions naturelles de celle-ci ne sont pas favorables. Le Luxembourg ne possède, comme matière première, qu'un minerai des plus pauvres, dont le fer n'entre que pour environ 30% dans le métal de l'acier produit. Toutes les autres matières de base lui font défaut. Il ne dispose ni des capitaux nécessaires à la construction des installations industrielles, ni d'un marché permettant l'écoulement de ses produits. Aussi l'évolution impressionnante de son industrie sidérurgique est-elle due à d'autres causes. Elle est due à l'esprit d'initiative et au goût du travail de sa population et, facteur des plus importants, à la collaboration intelligente entre le capital et le travail.

Je n'ai pas l'intention d'entrer dans un examen des différents régimes économiques, toutefois je désire souligner que c'est sous le régime capitaliste que l'économie du Grand-Duché a pris son remarquable essor.

D'aucuns nous parlent de ce régime comme étant le vestige d'une civilisation décadente; d'autres prédisent de grandes réformes structurelles sans définir les nouvelles formes économiques futures. Quoi qu'il en soit, nous restons, pour notre part, partisans d'une évolution saine au point de vue économique et social, évolution dans laquelle la rémunération du capital et le bien-être des travailleurs resteront intimement liés. Ainsi, nous continuerons à avancer dans la voie des réalisations et du progrès, en accord avec la majorité des Luxembourgeois qui, dans le domaine économique, se laissent moins guider par des préoccupations de doctrines idéologiques que par leur bon sens.

N'est-ce pas Jean Jaurès, peu suspect de sentiments bourgeois, qui a écrit:

« La bourgeoisie n'aurait pas grandi comme elle l'a fait, elle n'aurait pas créé le vaste monde moderne avec ses perspectives illimitées, si elle n'avait eu faire qu'une besogne sordide d'exploitation, si elle n'avait eu au moins de magnifiques illusions de générosité et le fanatisme du progrès humain. »

Le miracle de notre évolution, caractérisée par le fait qu'un pays purement agricole, dont le standard de vie comptait parmi les plus modestes de l'Europe, s'est transformé en une région des plus aisées, trépidante d'activité, s'est accompli sans entamer en rien l'évolution de l'agriculture. Il est même certain que le standard de vie du plat pays s'est très considérablement relevé. L'interpénétration intime qui existait, depuis les débuts de l'histoire du Luxembourg, entre l'agriculture et les industries de la sidérurgie, de la tannerie et du tissage n'a pas cessé lorsque l'industrie lourde s'est prodigieusement développée. Au contraire, elle a été rendue plus fructueuse et plus profitable que jamais, grâce à la scorie Thomas, engrais providentiel pour la terre luxembourgeoise.

Le plus remarquable relèvement du niveau de vie se rencontre dans la classe des travailleurs manuels. Les statistiques d'il y a un siècle signalent environ 6.000 salariés, dont près de la moitié de femmes ou de travailleurs à domicile. La journée de labeur était de 12 heures et plus, le salaire de 1 à 3 francs par jour. Mais en dehors d'eux, il y avait 11.000 journaliers et 8.000 femmes journalières, dont le travail saisonnier ne connaissait que des rémunérations qui nous paraissent aujourd'hui dérisoires.

Les statistiques du bon vieux temps réduisent à l'absurde le reproche adressé si fréquemment à la grande entreprise d'avoir anéanti l'espace vital des classes moyennes.

Vers le milieu du 19<sup>e</sup> siècle on comptait 6.400 artisans occupant 4.700 aides. Les recensements indiquent 7.575 entre-

prises artisanales avec un nombre approximativement égal de salariés. Et ces indications quantitatives ne nous renseignent en rien sur le relèvement incisé du niveau qualitatif. Si nous consultons les anciens rapports, nous constaterons qu'en 1890 encore un régime semi-patriarcal limitait les problèmes de la question sociale au cercle de travailleurs dénommé « les pauvres artisans ».

La production pour les besoins locaux, qui est l'apanage des métiers, n'a donc pas subi de modifications défavorables. En ce qui concerne le commerce, les progrès de la civilisation industrielle du dernier siècle ont étonnamment élargi son rayon d'action.

Le recensement de 1862 signalait 725 commerçants ambulants.

A l'heure actuelle, le nombre des ambulants s'est réduit à moins d'une centaine, tandis que celui des magasins ayant pignon sur rue s'est élargi jusqu'à 3.200. En tout et pour tout on peut estimer à environ 15.000 le nombre des personnes occupées dans les différentes branches commerciales, soit le quadruple d'il y a 90 ans.

Quand aux cafetiers, que les statistiques d'antan appelaient aubergistes, le chiffre est resté plutôt stable aux environs de 2.000. Par contre, le nombre des hôtels a décuplé.

Il n'est pas possible d'énumérer, même dans ses grandes lignes, le travail considérable fourni, depuis plus de cent ans, par la Chambre de Commerce dans l'intérêt de ses ressortissants et dans l'intérêt du pays. Je n'ai pas l'intention non plus d'évoquer les revendications qu'elle considère comme justifiées, mais je voudrais attirer l'attention du pays sur le fait qu'en raison de la structure particulière de son économie, celle-ci est des plus vulnérables. Nous voulons tous non seulement maintenir, mais encore développer notre situation économique et sociale. Cela demande des efforts continus de la part de toute la population et cela présuppose que les autorités contribuent à cet effort par l'adaptation de la législation aux besoins des entreprises modernes.

La Chambre de Commerce, de son côté, donne au pays et aux autorités l'assurance qu'elle continuera, comme par le passé, à mettre tout son travail et toute son influence à la disposition du bien-être de notre pays.

Quand M. le Président Aloyse Meyer eut terminé, M. François Simon, Ministre des Affaires Économiques et de l'Agriculture, vint apporter à la Chambre de Commerce centenaire les félicitations du Gouvernement dans les termes suivants:

Altesse Royale,  
Excellences,  
Messieurs les Présidents,  
Mesdames,  
Messieurs,

Je suis fier et heureux de pouvoir représenter le Gouvernement à cette manifestation commémorative au cours de laquelle vous fêtez le centenaire de la fondation de la Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg.

Cet anniversaire est à la fois une date marquante dans l'histoire de la Chambre de Commerce et dans les annales de l'histoire du pays. La création de cette Chambre, comme vient de le dire M. le Président, ne coïncide-t-elle pas, en effet, avec la proclamation de notre indépendance politique et n'est-elle pas antérieure à la première constitution dont fut dotée notre pays?

Il est vrai que la Chambre de Commerce fut la première corporation grand-ducale de droit public et que sa première réunion précéda même la séance inaugurale de l'assemblée des États.

C'est vous dire toute l'importance que nos ancêtres ont attachée à la création de cette corporation.

Je ne puis songer à retracer, ici, ne fût-ce que schématiquement, les marques vitales de sa longue existence.

M. Paul Weber, son distingué et sympathique Secrétaire général, dans son magistral ouvrage sur l'histoire économique du Grand-Duché, en a décrit tous les événements qui ont marqué la vie plus que centenaire de la Chambre de Commerce. Vous serez frappés, comme moi, de constater combien l'activité de cet organisme a été mêlée à la vie économique de notre pays.

Depuis sa fondation jusqu'à ce jour, elle a été présidée et dirigée par une élite d'hommes d'action qui ont surtout puisé leur savoir et leur grande expérience dans la pratique des affaires, qui ont sans cesse visé au delà des limites du gain pur et simple et tendu vers un idéal qui est celui de servir la prospérité du pays.

Je ne saurais manquer à cet égard de rendre un hommage spécial et combien mérité à M. Aloyse Meyer qui, depuis vingt-cinq ans, préside aux destinées de la Chambre de Commerce avec toute son intelligence, sa compétence et son prestige international. Je lui exprime toutes mes félicitations et les sentiments de profonde reconnaissance.

L'activité accomplie par la Chambre de Commerce au cours de sa longue carrière est énorme et féconde. Que ce soit dans le domaine de l'industrie, du commerce, des finances ou dans tout autre domaine économique, partout et toujours, la Chambre de Commerce a été une conseillère éclairée des pouvoirs publics. Elle a pris une part très active dans l'élaboration de la législation assurant au commerce local une protection très étendue; elle a contribué également à la réforme du droit commercial.

Elle voue un soin tout particulier à la formation professionnelle tant dans le domaine industriel que commercial. Je sais que la Chambre de Commerce s'efforce actuellement de mieux organiser la profession des commerçants en lui conférant un statut basé sur la capacité et les qualités professionnelles. De cette manière, il sera possible d'éviter l'encombrement dans la corporation des commerçants et d'en écarter les éléments ne possédant pas les connaissances professionnelles indispensables. Pour réaliser cette réforme, le concours des pouvoirs publics est acquis à la Chambre de Commerce.

D'autre part, le commerce extérieur et les relations économiques avec l'étranger font l'objet des constantes préoccupations de la corporation jubilaire.

Enfin, il m'est particulièrement réconfortant de mettre en évidence le rôle important joué par la Chambre de Commerce dans l'œuvre de redressement économique du pays.

Son action sera non moins efficace dans les conjonctures difficiles du moment, réclamant la vigilance d'une politique de souplesse et la faculté d'adaptation dans le domaine économique. Je me flatte de pouvoir recourir à ses lumières pour l'étude et la solution de bien des problèmes qui se poseront à l'avenir.

Aussi suis-je convaincu que la collaboration entre le Gouvernement et la Chambre de Commerce ne fera que s'intensifier dans le courant des années et qu'ainsi nous pourrions poursuivre et activer, dans une atmosphère de liberté orientée, l'œuvre de redressement tant moral qu'économique entamée dès la Libération, œuvre dont dépend l'avenir et le bien-être de la Patrie.

Au nom de toutes les Chambres de Commerce qui avaient envoyé des délégués à Luxembourg, M. Bourgaux, Vice-Président de la Fédération des Chambres de Commerce de Belgique, prit la parole. Son discours se termina par un hommage au Président de la Chambre de Commerce.

« Depuis plus de vingt-cinq ans qu'il préside aux destinées de votre Chambre, il a su faire preuve d'un magnifique esprit, insufflant à tous ses convictions, suscitant les enthousiasmes, s'attachant à réaliser cette cohésion entre les divers intérêts économiques que représente la Chambre de Commerce de Luxembourg.



Je salue en votre éminent Président l'industriel généreux, ancien Président du Cartel International de l'Acier, possédant au plus haut point le sens du devoir, pénétré de l'importance de sa mission sociale, conscient de ses responsabilités et d'un admirable désintéressement.

Je lui adresse également mes vives félicitations, et je souhaite qu'il puisse veiller longtemps encore aux destinées de votre Chambre.

Une vie réussie, dit-on, est celle où l'âge mûr réalise les aspirations de la jeunesse.

Je souhaite que cette pensée puisse s'appliquer aussi bien à la Chambre de Commerce de Luxembourg qu'à son éminent Président. »

Ensuite, M. Paul Weber qui occupe depuis de longues années le poste de Secrétaire Général de la Chambre de Commerce et qui s'est distingué par ses nombreuses conférences à l'étranger dans les milieux économiques et intellectuels, ainsi que par ses nombreuses publications dont la dernière, « Histoire de l'Economie Luxembourgeoise », est une preuve nouvelle de son grand talent d'écrivain et d'historien, parla de l'évolution de l'économie luxembourgeoise au cours de son exposé qui fut une synthèse concise et vivante de son livre.

M. Emile Hamilius, Bourgmestre de la Ville de Luxembourg, apporta au nom de la capitale et de ses habitants « un cordial hommage de bienvenue

## Conférence Benelux de Luxembourg

20 et 21 octobre 1950

### 8<sup>e</sup> Conférence Interministérielle Benelux

A la Conférence d'Ostende des 29, 30 et 31 juillet de cette année (« Bulletin d'Information », 6<sup>e</sup> année, page 84), les Ministres des trois pays avaient décidé de reporter à septembre l'examen du problème agricole, l'un des principaux problèmes que la réalisation de l'Union Economique Belgo-Néerlandaise ait posé.

La Conférence qui s'est tenue à Luxembourg les 20 et 21 octobre 1950 (8<sup>e</sup> Conférence Interministérielle Benelux) eut pour objet spécial l'examen de la question agricole. Elle s'est tenue dans la salle des séances de la Chambre des Députés à Luxembourg sous la présidence de M. Pierre Dupong, Ministre d'Etat, Président du Gouvernement luxembourgeois.

La Délégation belge était composée de LL. EE. MM. P. van Zeeland, Ministre des Affaires Etrangères, J. van Houtte, Ministre des Finances, A. Coppé, Ministre des Affaires Economiques, L. Meurice, Ministre du Commerce Extérieur, C. Heger, Ministre de l'Agriculture, E. Graeffe, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Belgique à La Haye, le Vicomte Berryer, Envoyé Extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Belgique à Luxembourg, MM. le Baron J. C. Snoy et d'Oppeu, Secrétaire Général du Ministère des Affaires Economiques et des Classes Moyennes, M. Suetens,

et de reconnaissance » et mit en relief la personnalité du Président de la Chambre de Commerce.

A la fin de la séance, la Ville de Luxembourg offrit un vin d'honneur dans le péristyle de l'Hôtel de Ville. La fête du Centenaire fut clôturée par un banquet offert par M. le Président de la Chambre de Commerce à l'Hôtel des Arbed. A la fin de ce banquet des toasts furent portés par S. Exc. M. le Vicomte Joseph Berryer, Ministre de Belgique à Luxembourg, à LL. AA. RR. Madame la Grande-Duchesse, Monseigneur le Prince, Monseigneur le Grand-Duc Héritier et les enfants de la Maison Grand-Ducale. S. Exc. M. Pierre Dupong, Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, répliqua en levant son verre en l'honneur des Chefs d'Etat et à la prospérité des pays représentés. Des allocutions furent encore prononcées par MM. Aloyse Meyer, Président de la Chambre de Commerce, Jacques Fougerolle, Président de la Chambre de Commerce de Paris et Président de l'Assemblée des Présidents des Chambres de Commerce de France et de l'Union française, Pierre Vasseur, Secrétaire Général de la Chambre de Commerce Internationale, le Dr K. P. van der Mandele, Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Rotterdam, et Fr. Greis, Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Cologne.

Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire, Directeur Général au Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur, C. Hopchet, Directeur Général au Ministère des Finances, J. Forget, Directeur Général au Ministère de l'Agriculture, A. Wirail, Chef de Cabinet du Ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale, L. Colot, Chef de Cabinet du Ministre des Affaires Etrangères, R. Kinget, Directeur au Ministère de l'Agriculture, G. Coppée, Conseiller au Cabinet du Ministre des Finances, A. de Smedt, Chef de Cabinet adjoint du Ministre des Affaires Etrangères, A. Coessens, Chef de Cabinet du Ministre des Affaires Economiques, G. Anmez de Taboada, Chef de Cabinet adjoint du Ministre du Commerce Extérieur, R. Baert, Conseiller commercial à l'Ambassade de Belgique à La Haye, E. Bléro, Conseiller au Ministère de l'Agriculture, M. Spreutels, Directeur au Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur, le Vicomte G. du Parc, Conseiller de Légation, Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur, F. Félis, Directeur au Ministère des Affaires Economiques et des Classes Moyennes.

La Délégation luxembourgeoise était composée de LL. EE. MM. P. Dupong, Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, F. Simon, Ministre des Affaires Economiques et de l'Agriculture, A. Col-

lart, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire du Grand-Duché de Luxembourg à La Haye, R. Als, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire du Grand-Duché de Luxembourg à Bruxelles, MM. A. Calmes, Ministre plénipotentiaire, P. Elvinger, Conseiller de Gouvernement au Ministère des Affaires Etrangères, J.-P. Buchler, Conseiller de Gouvernement au Ministère de l'Agriculture, J. Anders, Conseiller de Gouvernement au Ministère des Affaires Economiques, P. Werner, Conseiller de Gouvernement au Ministère des Finances, C. Calmes, Secrétaire de Légation au Ministère des Affaires Etrangères, L. Hansen, Attaché à la Direction de l'Administration des Services Agricoles.

La Délégation néerlandaise était composée de LL. EE. MM. B. Ph. Baron van Harinxma thoe Slooten, Ambassadeur des Pays-Bas à Bruxelles, D. U. Stikker, Ministre des Affaires Etrangères, Prof. P. Liefstinck, Ministre des Finances, Prof. Dr R. J. M. van den Brink, Ministre des Affaires Economiques, S. L. Mansholt, Ministre de l'Agriculture, H. A. Hooft, Ministre des Pays-Bas à Luxembourg, MM. Prof. G. Brouwers, Secrétaire Général du Ministère des Affaires Economiques, J. H. Klatte, Secrétaire Général du Ministère des Affaires Sociales, D. P. Spierenburg, Directeur Général au Ministère des Affaires Economiques, Dr W. H. van den Berge, Directeur Général au Ministère des Finances, Ir. C. Staf, Directeur Général au Ministère de l'Agriculture, Dr W. P. H. van Oorschot, Directeur au Ministère des Affaires Economiques, Chr. M. Pool, Directeur au Ministère de l'Agriculture, Prof. Koopmans, Conseiller au Ministère des Finances, Ir. M. C. van Hamelen, Attaché agricole à la Légation Néerlandaise à Bonn, Ir. W. G. A. Lammers, Attaché agricole à l'Ambassade des Pays-Bas à Bruxelles, Dr I. Samkalden, Chef de Service au Ministère de l'Agriculture, Ir. I. P. L. Bouwman, du Ministère de l'Agriculture, Dr M. Weisglas, Chef du Bureau de la Délégation Néerlandaise au Conseil de l'Union Economique, Y. A. Zandstra, Inspecteur au Ministère des Finances.

Le Secrétariat Général de la Convention Douanière Néerlandaiso-Luxembourgeoise était représenté par M. le Dr E. J. E. M. H. Jaspar, Secrétaire Général de la C. D. N. B. L., M. Ph. Cartuyvels, Secrétaire Général adjoint de la C. D. N. B. L., et M. R. Zahles, Secrétaire de la C. D. N. B. L.

Le Gouvernement luxembourgeois avait organisé un Centre de Presse au Casino de Luxembourg où étaient présents les fonctionnaires des Services de Presse des trois pays, pour la Belgique M. E. Blérot, pour le Luxembourg M. le Professeur J. Petit et pour les Pays-Bas M. le Dr Weisglas.

Les délégués des trois pays travaillèrent dans un esprit d'entente, animés de la meilleure volonté pour trouver une formule d'entente pour la solution des difficiles problèmes agricoles et pour faire ainsi un nouveau pas dans la réalisation de l'Union Economique.

Le 20 octobre, après la première journée de la Conférence, S. A. R. Madame la Grande-Duchesse

reçut en audience, en présence de M. le Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, les Ministres belges et néerlandais qui participèrent à la Conférence. Les Ministres étaient accompagnés de LL. EE. les Ministres de Belgique et des Pays-Bas accrédités auprès de la Cour Grand-Ducale ainsi que de M. E. J. E. M. H. Jaspar, Secrétaire Général de la Convention Douanière Néerlandaiso-Luxembourgeoise.

Le même soir, un dîner fut offert aux délégations par le Gouvernement luxembourgeois.

Le 21 octobre, après deux journées de travail, la Conférence aboutit à un résultat tangible dont les éléments se sont cristallisés dans le Protocole publié à 21 heures. En voici les termes:

### PROTOCOLE

établi par les Gouvernements du Grand-Duché de Luxembourg, de la Belgique et des Pays-Bas lors des conversations ministérielles tenues à Luxembourg les 20 et 21 octobre 1950.

Les Gouvernements du Grand-Duché de Luxembourg, de la Belgique et des Pays-Bas,

convaincus qu'afin de réaliser l'Union Economique entre leurs trois pays, ils doivent, dans le domaine agricole, rechercher en premier lieu:

- a) l'augmentation de la productivité et l'abaissement des prix de revient agricoles dans le but de pouvoir satisfaire, dans une mesure aussi large que possible, aux besoins intérieurs ainsi qu'à acquérir une position aussi forte que possible sur les marchés extérieurs;
  - b) l'assurance aux agriculteurs et aux ouvriers agricoles des trois pays d'une sécurité d'existence dans des entreprises bien conduites et justifiées du point de vue économique et social;
  - c) la réalisation des conditions nécessaires à une circulation aussi libre que possible des produits agricoles dans l'Union,
- sont convenus des dispositions suivantes:

ARTICLE 1<sup>er</sup>. — Le régime des importations et des exportations des produits agricoles de et vers des pays tiers sera unifié, conformément aux dispositions du Protocole d'Ostende (chapitre II).

ARTICLE 2. — Les mesures appliquées par les Gouvernements assureront aux produits agricoles des débouchés aussi larges et aussi réguliers que possible à des prix raisonnables sur les marchés intérieurs et extérieurs.

ARTICLE 3. — La libération complète des échanges de produits agricoles entre les trois pays sera progressivement réalisée par la poursuite systématique du progrès technique au niveau le plus élevé des trois économies agricoles et par la diminution et même la suppression graduelle des subsides attribués d'une manière unilatérale.

ARTICLE 4. — En attendant la réalisation de cette libération, les produits repris à la liste A



annexée au présent Protocole ne pourront être admis librement au trafic réciproque entre les trois pays que moyennant l'application du régime de prix minima convenu entre les parties (Protocole du 9 mai 1947 et Accords complémentaires, pour autant qu'il n'y soit pas dérogé par le présent Protocole).

Ces prix seront fixés de commun accord par la Commission « Agriculture, Ravitaillement et Pêche » du Conseil de l'Union Economique. En cas de désaccord au sein de cette Commission, soit au sujet d'un prix minimum, soit au sujet de son application, le différend sera porté immédiatement devant une réunion de Ministres des trois Gouvernements spécialement convoquée à cette fin et qui devra prendre une décision dans la huitaine. Cette décision sera applicable immédiatement.

Si une décision unanime ne pouvait être prise à la dite réunion, le Gouvernement du pays importateur intéressé serait libre de mettre immédiatement en vigueur la mesure qu'il considère comme indispensable à la sauvegarde de ses intérêts. Le pays intéressé, dans la détermination des mesures qu'il considère comme indispensables à la sauvegarde de ses intérêts, tiendra compte de la nécessité de ne pas porter atteinte d'une façon inéquitable aux intérêts du pays exportateur. Toutefois, si le pays lésé considèrerait que cette mesure affectait gravement ses intérêts, il pourrait faire appel à l'arbitrage d'un collège de trois personnes, désignées l'une par le Gouvernement du pays demandeur, la seconde par le Gouvernement du pays importateur intéressé, la troisième de commun accord par les deux premières. Les arbitres se prononceraient en amiables compositeurs dans l'esprit des accords intervenus entre partenaires. La décision des arbitres qui devra être prise dans les deux mois sera exécutoire immédiatement. La procédure qui vient d'être définie ci-dessus vaut jusqu'au moment où entrera en vigueur la Convention d'Union Economique actuellement en préparation. Lorsque cette Convention entrera en application, la partie lésée devra se conformer aux clauses de cette Convention relatives à l'arbitrage.

ARTICLE 5. — Les produits agricoles ou alimentaires non mentionnés à l'annexe ci-jointe pourront être ajoutés à la dite liste au cas où, par l'introduction de nouveaux éléments artificiels, les conditions de concurrence viendraient à être notablement modifiées.

La procédure applicable à cette fin sera identique à celle qui est prévue à l'article 4 ci-dessus.

ARTICLE 6. — En vue de garantir les prix minima fixés en application des articles 4 et 5, des prélèvements égaux à la différence entre le prix minimum convenu et le prix intérieur du marché exportateur seront perçus par le pays exportateur. La somme totale de ces prélèvements sera répartie par moitié entre les Pays-Bas et l'Union Economique belgo-luxembourgeoise à l'expiration de chaque trimestre.

ARTICLE 7. — Conformément aux dispositions du Protocole du 9 mai 1947 ainsi que de l'Accord

de Pré-Union du 15 octobre 1949 (Annexe 4, chapitre I), les parties sont d'accord pour s'accorder un régime de préférence à l'importation des produits agricoles soumis au régime des prix minima. Le régime de préférence vaut également pour les droits de licence qui seraient éventuellement perçus à l'importation de ces produits. Ces droits ne peuvent s'appliquer qu'à l'importation des marchandises originaires des pays tiers.

Les produits figurant à la liste annexe ne pourront être libérés à l'égard des pays tiers.

ARTICLE 8. — Les dispositions qui précèdent modifient et complètent celles qui figurent au chapitre II du Protocole annexe IV à l'accord de Pré-Union du 15 octobre 1949.

Dans l'application des dispositions ci-dessus prévues, les parties contractantes tiendront compte des conditions particulières de production de l'agriculture luxembourgeoise.

ARTICLE 9. — Le présent Protocole entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1951.

Fait en triple exemplaire à Luxembourg le 21 octobre 1950.

Stikker,  
Dupong,  
van Zeeland.

#### ANNEXE

au Protocole des Conversations Ministérielles tenues à Luxembourg les 20 et 21 octobre 1950.

#### PRODUITS SOUMIS A L'ARTICLE 4 DU PRESENT PROTOCOLE.

##### LISTE A.

Rubrique	
3	Espèce bovine
6	Espèce porcine
13a <sup>1</sup>	Viande bovine fraîche ou réfrigérée
13a <sup>2</sup>	Viande bovine congelée*)
13c <sup>1</sup>	Viande porcine fraîche ou réfrigérée
13c <sup>2</sup>	Viande porcine congelée*)
17	Lard
18	Viande salée, séchée et fumée
22	Lait
23	Crème de lait
24a <sup>1</sup>	Lait et crème condensés sans sucre
25	Beurre
27a <sup>1</sup>	OEufs de volaille en coque
27b <sup>1</sup>	OEufs dépourvus de leur coque propres aux usages alimentaires
47	Tomates
48ex	Oignons
49a	Pommes de terre nouvelles présentées du 1 <sup>er</sup> janvier au 25 mai inclus
49b <sup>1</sup>	Plants de pommes de terre*)

\*) Applicable uniquement au Grand-Duché de Luxembourg.



- 49b<sup>2</sup> Pommes de terre de Malte et d'autres régions de l'Europe méridionale  
 49b<sup>3</sup> Pommes de terre autres

NB. — Les fleurs coupées (rubrique 43) sont libérées pour autant qu'aucun droit ne soit perçu à l'exportation des bulbes et oignons à fleurs à destination de l'Union Economique belgo-luxembourgeoise.

- 50ex Choux-fleurs, choux rouges et blancs, carottes, salades pommées, witloof, haricots frais, pois frais  
 57a Raisins frais  
 59a-b Pommes et poires  
 60b Cerises  
 60c Prunes

- 61aex Fraises  
 85 Betteraves à sucre

NB. — Les produits soumis à un régime spécial sont ceux figurant sur la liste élaborée par la Commission Agriculture, Ravitaillement et Pêche.

\*

Au cours de la Conférence de Presse faite par le Secrétaire Général de la C. D. N. B. L., le Dr E. J. E. M. H. Jaspar, celui-ci a déclaré qu'il est à prévoir que le Traité d'Union Economique entre la Belgique, la Hollande et le Luxembourg, qui est élaboré au niveau des experts et des juristes, pourra vraisemblablement être signé dans un avenir rapproché.

## La Journée de Commémoration Nationale

La Journée de Commémoration Nationale a été célébrée cette année le 15 octobre. A cette occasion, le Gouvernement Grand-ducal avait publié la proclamation suivante :

« C'est aujourd'hui, le 15 octobre, que le Luxembourg commémore la victoire remportée sur le régime arbitraire et odieux qui voulait supprimer nos droits individuels et nos institutions nationales.

C'est la Journée où de nombreuses familles luxembourgeoises pleurent un des leurs, disparu, soit sur le champ de bataille, soit au camp de concentration, soit au poteau d'exécution. Bien d'autres pensent aux supplices qu'ils ont endurés en exil, dans la déportation ou en prison.

En ce jour, tous nous nous inclinons, le cœur déchiré, devant les tombes de nos meilleurs qui, en faisant le sacrifice suprême, ont racheté notre liberté. Nous nous souvenons d'eux avec fierté et gratitude. Nos sentiments de reconnaissance vont également à notre Souveraine Qui a lutté avec Son peuple et a participé à son dur calvaire.

Puisse la Providence régir d'une main clémentine les destinées futures de notre peuple et laisser

briller le soleil de la Liberté sur les générations actuelles et futures. »

A la Cathédrale de Luxembourg, S. Exc. Mgr. Léon Lommel, Evêque-Coadjuteur de Luxembourg, dit une messe solennelle à laquelle assistèrent S. A. R. Monseigneur le Prince de Luxembourg, les représentants du Corps Diplomatique, les autorités officielles ainsi que des représentants des mouvements de la Résistance. La Musique Militaire et un détachement de la Garde Grand-Ducale rendirent les honneurs.

A l'issue de la messe eut lieu une cérémonie commémorative à la Croix de Hinzert au Cimetière de Notre-Dame. S. Exc. M. Pierre Dupong, Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, y déposa une couronne de fleurs au nom du Gouvernement luxembourgeois. La Croix fut encore fleurie par M. le Ministre Alphonse Osch, représentant l'« Union », et par MM. Dopfeld, Faber, Président de la Cour Supérieure de Justice, et Bösseler, de la part de la L. P. P. D. S. Exc. Mgr. Léon Lommel bénit ensuite les tombes des Luxembourgeois morts pour la Patrie. La cérémonie se termina par l'exécution de l'hymne national luxembourgeois.

## Hautes Distinctions Françaises conférées à des Passeurs Luxembourgeois

Le dimanche, 22 octobre 1950, eut lieu dans le cadre d'une solennelle prise d'armes au Monument du Souvenir, Place de la Constitution, une cérémonie extraordinaire par son importance et sa signification morale. Le Général de Corps d'Armée de Larminat, représentant Monsieur le Président de la République Française, en présence de hautes personnalités et d'une foule nombreuse, remit des décorations à quatre-vingt-dix-neuf Luxembourgeois

qui « avaient notamment favorisé l'évasion de nombreux Français pendant la dernière guerre ». Il s'agissait, comme dit le diplôme remis avec les décorations, de personnes qui « ont fait partie de l'armée des soldats sans uniformes, qui participèrent aux glorieux combats pour la libération, grâce à l'aide généreuse qu'ils ont apportée aux prisonniers, déportés, évadés français ou combattants des armées alliées tombés au pouvoir de l'ennemi ».

Vers 11 heures du matin, un détachement du 151<sup>e</sup> Régiment d'Infanterie de Metz avec drapeau et musique et la Compagnie de la Garde Grand-Ducale, accompagnée de la Musique Militaire, s'alignèrent des deux côtés du Monument du Souvenir devant lequel s'étaient réunis les Luxembourgeois qui devaient être décorés. A la cérémonie assistèrent du côté français S. Exc. M. Pierre Saffroy, Ministre de France à Luxembourg, M<sup>lle</sup> M. Campana, Secrétaire d'Ambassade, le Colonel de Coulange, Attaché militaire pour la Belgique et la Hollande, M. Emile Vanheeghe, Attaché commercial, le Colonel Ragot, le Lieutenant-Colonel Simon, le Capitaine Le Chevalier, le Lieutenant Limousin; du côté luxembourgeois étaient présents M. Alphonse Osch, Ministre des Dommages de Guerre, M. Pierre Welter, Conseiller de Gouvernement, représentant M. le Ministre d'Etat, le Lieutenant-Colonel Arthur Ginter, le Major Joseph Gilson, le Major Aloyse Steffen.

Après avoir passé en revue les compagnies d'honneur, le Général de Larminat, escorté de deux soldats luxembourgeois, déposa des fleurs sur la dalle du Monument du Souvenir, tandis que la musique militaire de Metz, sous la direction du chef de musique Menechetti, et la Musique de la Garde Grand-Ducale, sous la direction du Lieutenant en Premier Albert Thorn, jouèrent la Sonnerie aux Morts. Le Général de Larminat, accompagné du Capitaine de Keryenoael, Secrétaire de la Commission des Passeurs, et du Lieutenant en Premier André Robinet de l'Armée luxembourgeoise, remit ensuite les décorations.

*Sont promus au Grade de Chevalier de la Légion d'Honneur:*

M. Victor Uden, Esch-sur-Alzette, à titre posthume, M. Hubert Glesener, Differdange, à titre posthume, M<sup>me</sup> François Gansen, Esch-sur-Alzette, à titre posthume, M. et M<sup>me</sup> Louis Dumas, Grevenmacher, titre normal, M<sup>lle</sup> Alice Nockels, Clervaux, titre normal.

*Sont cités à l'Ordre de l'Armée* (citations entraînant l'attribution de la Croix de Guerre avec Palme):

M. Raymond Heyard, Rumelange, à titre posthume, M. Joseph Dumas, Grevenmacher, M. Mathias Hilbert, Rodange, M. Emile Weber, Niedercorn, M. Léon Thurm, Esch-sur-Alzette, M. Nicolas Bintz, Luxembourg, M. Jean Barbier, Diekirch, M. Michel Kolles, Esch-sur-Alzette, M<sup>me</sup> Ketty Berg, Esch-sur-Alzette, M. Leinenweber, Differdange, M<sup>me</sup> Leinenweber, Differdange, M. Konsbruck, Berdorf, M. Michel Feidt, Villerupt, M. Wantz, Hayange, M. Alphonse Rodesch, Luxembourg (titre posthume), M<sup>me</sup> Alphonse Rodesch, Luxembourg, M. Etienne Bisdorff, Esch-sur-Alzette (titre posthume), l'Adjudant Jean Brucher, Luxembourg, M. Michel Reiter, Nérondes (Cher).

*Sont cités à l'Ordre du Corps d'Armée* (citations entraînant l'attribution de la Croix de Guerre avec Etoile en Vermeil):

M. Joseph Hilbert, Rodange, M<sup>me</sup> Joseph Hilbert, Rodange, M. Henri Beissel, Esch-sur-Alzette,

M. Charles Houyoux, Esch-sur-Alzette, M. Charles Gilbertz, Uckange, M. Jean-Jacques Diderich, Dudelange, M. Léon Jadot, Schiffflange, M. Emile Maar, Differdange, M. André Simon, Esch-sur-Alzette, M. Joseph Wirol, Pétange.

*Sont cités à l'Ordre de la Division* (citations entraînant l'attribution de la Croix de Guerre avec Etoile en Argent):

M. Michel Rasquin, Niedercorn, M. Paul Ludovic, Rodange, M. François Lingen, Esch-sur-Alzette, M<sup>me</sup> Veuve Arbalestrier, Mersch, M. Alfred Lang, Bascharage, M. Mathias Benick, Esch-sur-Alzette, M. Jean-Pierre Lanser, Diekirch, M. Pierre Lippert, Differdange, M. Charles Weber, Bettendorf, M. Verona Lorenzo, Rodange, M. Joseph Libert, Bascharage, M. René Rasquin, Pétange.

*Sont cités à l'Ordre du Régiment* (citations entraînant l'attribution de la Croix de Guerre avec Etoile en Bronze):

M. Klepper père, Abweiler, M. Klepper fils, Abweiler, M. Theis, Diekirch, M. Nicolas Schneider, Hesperange, M. Alfred Bley, Rodange, M. Fernand Tholl, Differdange, M. Bernard Fromes, Luxembourg, M. Charles Weyer, Diekirch, M. Aloyse Schiltges, Clervaux, M. Adolphe Ennen, Boulange, M<sup>me</sup> Thill-Beaume, Echternach, M<sup>me</sup> Pasquini-Boes, Sanem.

*La Médaille de la Reconnaissance Française est attribuée à:*

*Argent:*

M. Adolphe Erasmy, Wasserbillig, M. Jean Majerus, Luxembourg, M. René Goorix, Bettembourg, M. Jean Polfer, Niedercorn, M. Valentin Thommes, Esch-sur-Alzette, M<sup>me</sup> Weiler, Diekirch, M<sup>me</sup> Casali, Obercorn, M. Guillaume Dondelinger, Luxembourg, M<sup>me</sup> Noël, Differdange, M. Emile Scharll, Berbourg.

*Bronze:*

M. Michel Muller, Boevange (à titre posthume), M. Victor Bosseler, Bettange (à titre posthume), M. Pierre Breier, Medernach (à titre posthume), M. Muller fils, Boevange, M. Pierre Bosseler, Bettange, M. Jean-Pierre Herzog, Esch-sur-Alzette, M. Jean Brucher, Esch-sur-Alzette, M. Edouard Heyard, Rumelange, M<sup>me</sup> Heyard, Rumelange, M. Pierre Heyard, Rumelange, M<sup>me</sup> Heyard, Rumelange, M. Maas-Heirend, Esch-sur-Alzette, M<sup>lle</sup> Maas-Heirend, Esch-sur-Alzette, M<sup>me</sup> Maas-Heirend, Esch-sur-Alz., M. Weber, Niedercorn, M. Michel Molitor, Munschausen, M<sup>lle</sup> Marie-Louise Odendahl, Pulvermuhl, M. Victor Feck, Niedercorn, M. Théodore Helten, Esch-sur-Alzette, M. Paul Jomé, Hesperange.

*Attribution du Diplôme de Reconnaissance:*

M<sup>me</sup> Marie-Louise Poncin, Pétange, M. Fernand Hary, Mœstroff, M. G. Buchholtz, Vichten, M. Trausch-Mersch, Bettembourg, M. Nicolas Welter, Esch-sur-Alzette, M. l'Abbé Jost, Luxembourg, M<sup>me</sup> Helten, Esch-sur-Alzette, M. et M<sup>me</sup> Emile Zahles, Differdange, M. Marcel Servé (titre posthume), M. Pierre Calvetti.

La cérémonie se termina par l'exécution des hymnes nationaux français et luxembourgeois.

Suivit une réception à la Légation de France à laquelle assista également M. Eugène Schaus, Ministre de l'Intérieur. Le Général de Larminat

s'adressa encore une fois aux décorés et aux personnalités présentes pour souligner le sens de la cérémonie qui venait d'avoir lieu et pour rendre hommage à notre Souveraine et au peuple luxembourgeois.

## Le Contingent des Volontaires Luxembourgeois pour la Corée

Un communiqué de l'Etat-Major de la Force armée du 17 septembre 1950 avait annoncé que, pour donner suite à une instruction du Gouvernement, l'Armée luxembourgeoise procéderait à la constitution d'un contingent de volontaires pour la Corée.

Ce contingent fut immédiatement composé. Les demandes de 45 volontaires, à savoir 40 soldats, 4 sous-officiers et 1 officier, furent retenues.

Le 2 octobre 1950, à 9 heures 30, se déroula à la Caserne du Saint-Esprit, dans le cadre d'une parade militaire, une cérémonie d'adieu en l'honneur de ces volontaires.

En présence de S. A. R. Monseigneur le Prince de Luxembourg, Inspecteur Général de l'Armée, le Colonel Aloyse Jacoby, Chef d'Etat-Major, souligna l'importance de cet événement unique dans les annales de l'Armée luxembourgeoise par une allocution, dont voici les termes:

« Officiers,

Sous-Officiers et Soldats,

Pour donner suite à des engagements internationaux, le Gouvernement a décidé de convoquer un contingent de volontaires destiné à être compris dans les armées expéditionnaires de l'UNO. Il s'agit en l'occurrence d'un acte de solidarité internationale dans l'intérêt du droit et de la liberté des peuples libres et par conséquent de la paix dans le monde.

Vous vous êtes spontanément mis à la disposition de l'Armée et du Gouvernement. A quel degré votre geste est apprécié par tout le peuple, vous le voyez dans le fait que S. A. R. Monseigneur le Prince de Luxembourg a tenu à honorer cette prise d'armes de Sa haute présence.

Ce n'est pas la première fois que des soldats luxembourgeois luttent, loin de leur Patrie, pour le droit et la liberté, mais cette fois-ci la forme et les circonstances sont nouvelles. C'est bien la première fois qu'un contingent de l'Armée Luxembourgeoise combat à l'Etranger dans le cadre d'une armée internationale; nouveau est aussi le fait que le Gouvernement luxembourgeois prête sa contribution à une action militaire en raison d'arrangements conclus avec des gouvernements étrangers.

Si je me permets de relever brièvement ces deux points, je veux vous rendre attentifs à l'importance et à la portée de votre mission.

Soldats luxembourgeois,

Vous allez passer à présent dans un camp belge pour y subir avec vos camarades belges une courte période d'entraînement et ensuite votre groupe sera transféré dans l'armée des Nations-Unies sous un commandement international.

Soyez toujours et dans toutes les circonstances des soldats disciplinés et courageux, ainsi vous ferez honneur à vous-mêmes et à votre Patrie!

Nos meilleurs vœux vous accompagnent sur votre long chemin! »

Après l'allocution du Colonel Jacoby, la Musique de la Garde Grand-Ducale entonna l'hymne national luxembourgeois. S. A. R. Monseigneur le Prince exprima ensuite au Lieutenant Antoine Wagener Ses meilleurs vœux pour l'avenir des volontaires luxembourgeois. La cérémonie se termina par un défilé de la Garde Grand-Ducale et des volontaires devant S. A. R. Monseigneur le Prince et le Colonel Jacoby.

Avant leur départ pour la Corée, les volontaires suivirent un cours d'entraînement au Camp de Beverloo en Belgique.



# Luxembourgeois pour la Corée

C'est par la première fois que des soldats luxembourgeois ont été envoyés en Corée. Ils ont été envoyés en Corée pour combattre les Japonais. Ils ont été envoyés en Corée pour combattre les Japonais. Ils ont été envoyés en Corée pour combattre les Japonais.

Les soldats luxembourgeois ont été envoyés en Corée pour combattre les Japonais. Ils ont été envoyés en Corée pour combattre les Japonais. Ils ont été envoyés en Corée pour combattre les Japonais.

Les soldats luxembourgeois ont été envoyés en Corée pour combattre les Japonais. Ils ont été envoyés en Corée pour combattre les Japonais. Ils ont été envoyés en Corée pour combattre les Japonais.

Sont cités à l'Ordre du Corps d'Armée (citations entrainant l'attribution de la Croix de Guerre avec Étoile en Vert):

M. Joseph Hilbert, Rodange; M. Joseph Hilbert, Rodange; M. Henri Reimel, Esch-sur-Alzette.

# Le Contingent des Volontaires

M. Michel Rauscher, Niedercoorn; M. Paul Lindorff, Rodange; M. François Lengen, Esch-sur-Alzette; M. Joseph Hilbert, Rodange; M. Joseph Hilbert, Rodange; M. Joseph Hilbert, Rodange.

Le contingent des volontaires a été envoyé en Corée pour combattre les Japonais. Ils ont été envoyés en Corée pour combattre les Japonais. Ils ont été envoyés en Corée pour combattre les Japonais.

## Officiers et Soldats

Les officiers et soldats ont été envoyés en Corée pour combattre les Japonais. Ils ont été envoyés en Corée pour combattre les Japonais. Ils ont été envoyés en Corée pour combattre les Japonais.

## Attribution du Diplôme de Reconnaissance

M. Marie-Louise Ponce, Petange; M. Fernand Hary, Munsbach; M. G. Bachbols, Vichien; M. Théo-March, Bettendorf; M. Nicolas Welter, Esch-sur-Alzette; M. l'abbé Jost, Luxembourg; M. Hellen, Esch-sur-Alzette; M. M. Famille Zehner, Differdingen; M. Marcel Serey (titre posthume); M. Pierre Calvetti.

# LES PROJETS NATIONAUX LUXEMBOURGEOIS

Au mois de février de l'année dernière, dans le cadre de l'étude "Le Grand-Duché de Luxembourg et le Plan Marshall", nous avons une première fois publié les grands projets nationaux. Il s'agissait alors seulement d'un inventaire des projets concernant l'augmentation de la production d'énergie électrique (Barrages de l'Our, d'Insenborn, Rosport, Weilerbach, Altschmiede, Wallendorf, etc.), l'aménagement de la Moselle pour la navigation, l'électrification des chemins de fer luxembourgeois, etc., etc.

En même temps nous avons annoncé la publication d'études détaillées concernant ces projets. Ces études étant terminées, nous continuons dans le présent Bulletin la publication de ces projets par l'Etude sur la Canalisation de la Moselle et nous ferons suivre d'autres études dans nos prochaines éditions.

## Amenagements prévus pour la navigation

### A. - Généralités.

Avant d'entrer dans les détails des aménagements prévus et intéressant plus particulièrement le Grand-Duché à cause de sa participation financière, un aperçu général sur l'ensemble des travaux se rend nécessaire.

A cet effet on se bornera à citer l'excellent résumé du projet de M. MALCOR, résumé qui a été fait par le Service des Travaux Publics et des Transports de l'Etat rhénan-palatin, a repris les différentes études de l'aménagement de la Moselle, de la frontière franco-luxembourgeoise jusqu'à Coblenz, et a établi un important message sur cette question.

Un ingénieur des Ponts et Chaussées français, M. René Malcor, chef du service régional des Travaux Publics et des Transports de l'Etat rhénan-palatin, a repris les différentes études de l'aménagement de la Moselle, de la frontière franco-luxembourgeoise jusqu'à Coblenz, et a établi un important message sur cette question.

Il est à remarquer que ces études ont été effectuées sur le terrain d'une manière approfondie.

Il ne saurait être question d'entrer dans les détails techniques de ce projet, mais simplement d'en donner les grandes lignes.

Le mémoire recommande la régularisation de la Moselle, c'est-à-dire la suppression des rapides et des écueils, la création de biefs à courant libre, la dépense, les délais d'exécution et les moyens à mettre en œuvre. D'autre part, la régularisation peut être effectuée par étapes successives.

La première étape comporte l'aménagement de la Moselle à courant libre entre Perl et Coblenz sur vingt mètres de large et à la échelle de Trèves. Elle comprend la construction du barrage de Coblenz qui produira 60 millions de kWh par an. Au terme de cette étape, la navigation serait possible les deux tiers de l'année à des bateaux de 900 tonnes.

La deuxième étape comporte l'approfondissement entre Coblenz et Trèves à la cote -1,40 m. toujours sur 20 mètres de largeur, et la construction des ports, épis, etc.

La troisième étape enfin comporte l'approfondissement entre Coblenz et Trèves à la cote -1,60 m. sur une largeur définitive de 40 m. en plafond et la construction de barrages entre Trèves et Thionville.

Ces barrages seront au nombre de cinq, ainsi qu'il est indiqué sur le plan schématisé annexé au présent rapport:

- 1- Trèves — P. K. 105,5 — Hauteur 6,25 m.
- 2- Wallen — P. K. 313 — Hauteur 8,95 m.
- 3- Pölschen — P. K. 331 — Hauteur 4 m.
- 4- Apach — P. K. 243,5 — Hauteur 4 m.
- 5- Königsmacker — P. K. 257,5 — Hauteur 4 m.

Il convient de noter que la frontière entre la France et le Luxembourg est au P. K. 243,300 (rive gauche).

Le barrage d'Apach, si sa position est conservée exactement, sera situé symétriquement en France, comme bien entendu celui de Königsmacker.

Le barrage de Wallen, qui est entièrement dans le Luxembourg, sera situé sur le cours de Wallen, à l'aval de la cote 313,500, soit à l'aval de la cote 313,500. La hauteur du barrage sur la ligne des biefs est prévue à 8,95 m. et la profondeur d'eau dans les biefs à 2,30 m. au minimum.

Le projet tient compte de ce que le débit de la Moselle est important en aval du confluent avec la Rhur et de ce que la pente de la rivière est réduite.

Il s'agit donc essentiellement de supprimer par des pentes artificielles, en vue d'obtenir partout la même profondeur, de réduire les vitesses et de faciliter ainsi les manœuvres et les croisements et de réduire les embûches.

Il s'agit également, en amont du confluent avec la Rhur, d'obtenir un débit plus important. Les estimations suivantes peuvent être avancées, avec les réserves d'usage:

- pour la première étape: 2 ans;
  - pour la deuxième étape: 2 ans et demi;
  - pour la troisième étape: 3 ans et demi;
- soit 8 ans en tout, au maximum.

Les chalands qui pourraient circuler transporteraient 900 tonnes, auraient une longueur de 67 mètres, une largeur de 9 mètres et un tirant d'eau de 2 mètres. A vide, l'enfoncement serait de 0,50 mètre; avec une charge de 350 tonnes de 1 mètre; avec une charge de 650 tonnes de 1,50 mètre; avec une charge de 900 tonnes de 2 mètres.

# CANALISATION DE LA MOSELLE

## RAPPORT TECHNIQUE

### 1<sup>re</sup> Partie:

### Aménagement de la Moselle pour la navigation moderne

### 2<sup>me</sup> Partie:

### Usines hydro-électriques





## I<sup>re</sup> Partie.

# Aménagements prévus pour la navigation

## A. — Généralités.

Avant d'entrer dans les détails des aménagements prévus et intéressant plus particulièrement le Grand-Duché à cause de sa participation financière, un aperçu général sur l'ensemble des travaux se rend nécessaire.

A cet effet on se bornera à citer l'excellent résumé du projet de M. MALCOR, résumé qui a été fait, en date du 30 juillet 1948, par la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Moselle à Metz.

### « Caractéristiques techniques. »

Un ingénieur des Ponts et Chaussées français, M. René Malcor, chef du service régional des Travaux Publics et des Transports de l'Etat rhénopalin, a repris les différentes études de l'aménagement de la Moselle entre Coblenz et la frontière franco-luxembourgeoise, les a modifiées et complétées et a établi un important mémoire sur cette question.

Il est à remarquer que ces études ont été effectuées sur le terrain d'une manière approfondie.

Il ne saurait être question d'entrer dans les détails techniques de ce projet, mais simplement d'en donner les grandes lignes.

Le mémoire recommande la régularisation de la rivière de préférence à la canalisation, ce qui permettrait d'économiser 15 barrages, de réduire la dépense, les délais d'exécution et les moyens à mettre en œuvre. D'autre part, la régularisation peut être effectuée par étapes successives.

La première étape comporte l'aménagement de la Moselle à courant libre entre Perl et Coblenz, sur vingt mètres de large et à la cote — 1,00 m. de l'échelle de Trèves. Elle comporte aussi l'achèvement du barrage de Coblenz qui produira 60 millions de kWh par an. Au terme de cette étape, la navigation serait possible les deux tiers de l'année à des bateaux de 600 tonnes.

La deuxième étape comporte l'approfondissement entre Coblenz et Trèves à la cote — 1,40 m., toujours sur 20 mètres de largeur, et la construction des ports, épis, etc.

La troisième étape enfin comporte l'approfondissement entre Coblenz et Trèves à l'échelle de — 1,66 m. sur une largeur définitive de 40 m. au plafond et la construction de barrages entre Trèves et Thionville.

Ces barrages seront au nombre de cinq, ainsi qu'il est indiqué sur le plan schématique annexé au présent rapport :

- 1<sup>o</sup> Trèves — P. K. 195,5 — Hauteur 6,25 m.
- 2<sup>o</sup> Wellen — P. K. 213 — Hauteur 6,25 m.
- 3<sup>o</sup> Palzem — P. K. 231 — Hauteur 4 m.
- 4<sup>o</sup> Apach — P. K. 243,5 — Hauteur 4 m.
- 5<sup>o</sup> Koenigsmacker — P. K. 257,5 — Hauteur 4 m.

Il convient de noter que la frontière entre la Sarre et l'Etat rhénopalin est au P. K. 232,285 (rive droite) et que la frontière entre le Luxembourg et la France est au P. K. 243,200 (rive gauche).

Le barrage d'Apach, si sa position est conservée exactement, sera situé entièrement en France, comme bien entendu celui de Koenigsmacker.

Le barrage de Trèves sera situé entièrement dans l'Etat rhénopalin, cependant que ceux de Wellen et de Palzem seront construits moitié en Luxembourg, moitié dans l'Etat rhénopalin. La hauteur d'eau sur le busc des écluses est prévue à 3,50 m. et la profondeur d'eau dans les biefs à 2,30 m. au minimum.

Le projet tient compte de ce que le débit de la Moselle est important en aval du confluent avec la Sarre et de ce que la pente de la rivière est réduite.

Il s'agit donc essentiellement de supprimer par déroctages et par dragage les seuils qui provoquent des pentes excessives, en vue d'établir partout la même profondeur, de réduire les vitesses et de faciliter ainsi les remorquages et les croisements et de réduire les embâcles.

Il s'agit également, en amont du confluent avec la Sarre, d'obtenir un débit plus important.

En ce qui concerne la durée des travaux, les estimations suivantes peuvent être avancées, avec les réserves d'usage :

- pour la première étape : 2 ans ;
  - pour la deuxième étape : 2 ans et demi ;
  - pour la troisième étape : 3 ans et demi ;
- soit 8 ans en tout, au maximum.

Les chalands qui pourraient circuler transporteraient 900 tonnes, auraient une longueur de 67 mètres, une largeur de 9 mètres et un tirant d'eau de 2 mètres. A vide, l'enfoncement serait de 0,50 mètre ; avec une charge de 350 tonnes de 1 mètre ; avec une charge de 650 tonnes de 1,50 mètre ; avec une charge de 900 tonnes de 2 mètres.

La Moselle une fois canalisée et aménagée, on obtiendrait des vitesses assez réduites pour permettre à des remorqueurs de 400 à 700 CV. de traîner vers l'amont 2 à 3 chalands de 900 tonnes en ligne et vers l'aval 2 à 4 chalands doublés par paires. L'automoteur-type aurait un moteur de 300 CV. pour 815 tonnes de port en lourd. » (Voir cartes — annexes Nos 1 et 2.)

Voici maintenant la documentation sur les conditions naturelles de la Moselle et sur les caractéristiques du projet pour la seule section du cours d'eau comprise entre les localités de Wasserbillig et Schengen, c'est-à-dire celle où la rivière forme limite entre le Grand-Duché de Luxembourg d'une part et l'Etat rhéno-palatin, la Sarre ainsi que la France d'autre part.

D'après la carte annexée (No 3) notre rive gauche qui se trouve entre les points kilométriques 205,9 et 243,2, a une longueur de 37,3 km. A la rive droite cependant cette longueur de 37,3 km. se répartit entre les trois Etats suivants:

1° Etat rhéno-pal.	P. K. 205,9 à 232,3	26,4 km.
2° Sarre	P. K. 232,3 à 242,2	9,9 km.
3° France	P. K. 242,2 à 243,2	1,0 km.
		37,3 km.

Le profil en long de la Moselle (annexe No 4) fournit tous les renseignements utiles quant au lit du cours d'eau et des biefs à créer.

La première étape comporte l'aménagement de la Moselle à courant libre entre Wasserbillig et Schengen, sur 20 m. de large et à la cote —1,00 m. de l'échelle de Trèves. Les déroctages indispensables sont indiqués sur le profil en long (annexe No 4). Au terme de cette étape dont l'exécution demandera deux ans, la navigation serait possible les deux tiers de l'année à des bateaux de 600 tonnes.

La deuxième étape (approfondissement du chenal de navigation entre Coblenz et Trèves) dont la durée d'exécution est estimée à deux ans et demi, ne comporte aucun travail le long de la Moselle en Luxembourg.

C'est seulement après quatre ans et demi que la troisième étape prévoit la construction des barrages entre Trèves et Thionville, dont deux, Wellen (Grevenmacher) et Palzem (Stadtbredimus), seraient appuyés contre la rive gauche du Luxembourg. La durée d'exécution de cette troisième étape (y compris le nouvel approfondissement Coblenz-Trèves) est estimée à trois ans et demi.

L'échelle des biefs qui intéresse le Grand-Duché (voir profil en long, annexe No 4) est la suivante:

- 1° Bief entre Trèves et Wellen, dont le plan d'eau au barrage de Trèves (P. K. 195,5) est à la cote 130,25 m., la longueur de la retenue étant de 17,5 km.
- 2° Bief entre Wellen et Palzem, dont le plan d'eau au barrage de Wellen (P. K. 213,0) est à la cote 136,50 m., avec une longueur de retenue de 18,0 km.
- 3° Bief entre Palzem et Apach, dont le plan d'eau au barrage de Palzem (P. K. 231,0) est

à la cote 140,50 m., la longueur de la retenue étant de 12,5 km.

## B. — Ouvrages d'art.

Comme les services de la navigation prescriront probablement une passe libre de 40 mètres et une hauteur libre minimum au-dessus du plan d'eau de 6 mètres, il n'y aura plus moyen de reconstruire les ponts détruits de Grevenmacher et de Remich sur leurs anciennes fondations. Quant aux ponts de Wormeldange et de Schengen, on y avait, lors de leur construction, tenu compte des besoins futurs de la navigation.

## C. — Barrages.

Les crues de la Moselle sont rapides et fréquentes; il importe donc que la manœuvre des barrages soit rapide, afin de pouvoir reconstituer la retenue aussitôt la crue passée et de réduire ainsi au minimum la durée de l'interruption de la navigation. On a adopté le système de *barrage à cylindres*, qui comporte un petit nombre d'éléments robustes, de manœuvre facile et sûre, avec le minimum d'ouvrages fixes. Les appareils moteurs des vannes cylindriques sont installés sur les piles.

## D. — Ecluses.

Une mesure de sage prévoyance conduit à installer au droit des barrages de Wellen et de Palzem des écluses du type de celle en voie d'achèvement à Coblenz.

Cette écluse a 225 m. de long sur 12 m. de large et 3,10 m. de hauteur d'eau sur le busc pour bateaux de 1350 tonnes (chalands du Rhin).

## E. — Port.

Une étude sommaire a été faite sur deux terrains qui conviendraient pour l'aménagement d'un port dans la région de Wasserbillig. En l'occurrence (voir carte, annexe No 5, et plan, annexe No 6) il s'agit:

- 1° d'un terrain situé en bordure de la Sûre en amont de la localité de Wasserbillig. Mais ce terrain a été retenu par le service de l'Urbanisme pour l'extension future de Wasserbillig. D'autre part, le raccordement de ce terrain au chemin de fer serait très difficile, sinon impossible.
- 2° d'un terrain situé en amont du village de Mertert au confluent de la Syre avec la Moselle. Après dérivation de la Syre, ce terrain permet d'établir un port avec une longueur totale de quai de l'ordre de 3000 mètres, dont 300 mètres environ le long de la rive. La capacité de transbordement de ce port, à condition d'être équipé d'une façon tout à fait moderne, s'élève à environ 3.000.000 de tonnes par an. Il va sans dire que l'exécution des travaux se fera par étapes, en commençant par le quai en bordure du fleuve, les darses n'étant faites qu'à la demande du trafic.

D'autre part, la communication des quais avec le chemin de fer Wasserbillig-Grevenmacher est facile à réaliser. De cette façon il est possible de donner un nouvel essor à cette ligne déficitaire. Les frais de construction du port peuvent être estimés à 270 millions de francs luxembourgeois, valeur 1948.

Le total des frais indirects et des frais directs d'exploitation diffère peu, en général, de la proportion de 12 % du capital, d'où une dépense annuelle de 32,4 millions de francs luxembourgeois pour une manutention de 3 millions de tonnes de marchandises.

Dans l'hypothèse d'une entreprise industrielle, non subventionnée par l'Etat, le prix du transbordement des marchandises au port de Merttert atteindra donc 11 francs par tonne.

### F. — Dépenses à faire sur le territoire du Luxembourg.

(RM valeur 1939)

1/2 aménagement de Wasserbillig à la frontière française	750.000
1/2 barrage Wellen et	
1/2 barrage Palzem	8.500.000
<b>Total:</b>	<b>9.250.000</b>

Comme on peut admettre que le RM, valeur 1939, correspond à environ 25—30 francs luxembourgeois,

bourgeois, valeur 1950, la somme de 9.250.000 RM, valeur 1939, équivaut à un montant de l'ordre de 250.000.000 francs luxembourgeois, valeur 1950.

En y ajoutant les dépenses d'établissement du port de Merttert, le montant total des dépenses à faire sur le territoire du Luxembourg sera de l'ordre de  $250 + 270 = 520$  millions de francs luxembourgeois, valeur 1950.

### G. — Influence des travaux de canalisation sur le régime de la Moselle.

L'influence des travaux sur le régime du cours d'eau est insignifiante. En effet, en période de crue, les barrages mobiles sont effacés de façon à ne présenter aucun obstacle au libre écoulement des hautes eaux.

### H. — Utilisation de l'énergie des deux barrages.

Bien que le projet de M. Malcor reste muet au sujet de l'utilisation de l'énergie des deux barrages de Wellen et de Palzem, il va sans dire que cette question doit faire l'objet d'une étude plus détaillée.

La deuxième partie de ce rapport est consacrée à l'étude de deux usines hydro-électriques à Wellen et à Palzem.



## II<sup>e</sup> Partie.

# Etude des deux Usines hydro-électriques aux barrages de Wellen et Palzem

## A. — Régime de la Moselle.

Les versants tributaires de différents points de la Moselle sont les suivants:

Argancy (10 km. en aval de Metz)	9.250 km <sup>2</sup>
Echelle de Besch P. K. 238,2	11.522 km <sup>2</sup>
Barrage de Palzem P. K. 231,0	11.581 km <sup>2</sup>
Barrage de Wellen P. K. 213,0	11.751 km <sup>2</sup>
Echelle de Trèves P. K. 193,0	23.857 km <sup>2</sup>

Comme le « Wasserstraßenamt » de Trèves a bien voulu mettre à notre disposition les moyennes des observations hydrauliques faites à l'échelle de Besch pendant la période de 1916 à 1938, nous avons basé notre étude sur cette échelle quitte à augmenter les résultats finals en raison directe des surfaces tributaires.

De ces documents il résulte pour l'échelle de Besch:

### 1<sup>o</sup> Le débit d'étiage (minimum minimorum).

$$Q_e = 20 \text{ m}^3/\text{s};$$

$$(\text{hauteur à l'échelle } h = -0,41 \text{ m.})$$

### 2<sup>o</sup> Le débit minimum semi-permanent ou débit caractéristique moyen; celui au-dessous duquel le cours d'eau ne descend pas plus de 182,5 jours par an.

$$Q(182,5) = 101 \text{ m}^3/\text{s};$$

$$h = +0,77 \text{ m.}$$

### 3<sup>o</sup> Le débit moyen annuel ou module; c'est la somme des quantités d'eau passées dans l'année divisée par le nombre de secondes correspondant. Ce débit, moyenne des années 1896 à 1935, n'est pas atteint pendant 235 jours de l'année.

$$Q_m = Q_{235} = 145 \text{ m}^3/\text{s};$$

$$h = +1,13 \text{ m.}$$

### 4<sup>o</sup> Le débit moyen des Hautes-Eaux. (Période de 1896 à 1935.)

$$Q_{H.E.M.} = 1.055 \text{ m}^3/\text{s};$$

$$h = +4,40 \text{ m.}$$

### 5<sup>o</sup> Crue exceptionnelle du 31 décembre 1947.

$$Q_E = 2.750 \text{ m}^3/\text{s};$$

$$h = +7,62 \text{ m.}$$

### 1<sup>o</sup> Courbe des débits, en fonction des hauteurs d'eau lues à l'échelle. C'est la courbe obtenue en portant en abscisses le débit et en ordonnées les hauteurs lues à l'échelle.

### 2<sup>o</sup> Courbes des hauteurs classées, c'est la courbe de fréquence des hauteurs lues à l'échelle obtenue en portant en abscisses les temps et en ordonnées les hauteurs sur l'échelle. L'abscisse indique le nombre de jours pendant lesquels la hauteur d'eau n'est pas atteinte.

### 3<sup>o</sup> Courbe des débits classés, appelée aussi courbe de fréquence des débits, c'est la courbe qui se déduit des deux premières en portant en abscisses les jours de l'année et en ordonnées les débits qui ne sont pas disponibles pendant les jours indiqués.

L'ensemble de ces trois courbes (moyenne de la période de 1916 à 1938) que nous tenons également du « Wasserstraßenamt » de Trèves, a été reproduit au *Diagramme des Caractéristiques de Fonctionnement* des deux usines de Wellen et de Palzem. (Annexes Nos 8 et 10.)

## C. — Diagrammes résumant les Caractéristiques de Fonctionnement des deux Usines hydro-électriques de Wellen et de Palzem.

(Voir annexes Nos 8 et 10.)

En possession des données hydrauliques énumérées plus haut ainsi que du profil en long de la Moselle (annexe No 4) qui fournit la relation entre les niveaux d'aval des chutes et l'échelle limnimétrique de Besch, la détermination par le calcul des quantités d'énergie électrique à escompter ne présentait plus de difficultés spéciales.

### 1<sup>o</sup> Consistance à donner aux Usines.

Si l'on veut tirer le meilleur parti d'une chute d'eau, la question du débit maximum turbinable est du plus haut intérêt.

Dans le temps (il y a une trentaine d'années), il était de règle d'adopter un débit maximum voisin du débit moyen du cours d'eau. Mais cette règle est maintenant complètement abandonnée pour les usines en échelons (au fil de l'eau), cela après l'invention de la *Turbine Kaplan*. Cette turbine est une roue-hélice à aubes orientables, dont le rendement reste compris entre 85 et 82 % pour les charges variant de 100 à 30 %.

On aura donc tout avantage à installer des turbines Kaplan avec un débit maximum turbinable aussi élevé que possible.

A. l'usine d'Argancy, sur la Moselle à 10 km. en aval de Metz, la consistance est de 135 m<sup>3</sup>/s pour un bassin versant de 9.250 km<sup>2</sup>. En se basant sur ces chiffres on arriverait pour l'usine de Wellen avec 11.750 km<sup>2</sup> au chiffre de

$$\frac{135 \times 11.750}{9.250} = 171 \text{ m}^3/\text{s}.$$

Ce chiffre étant susceptible d'une petite augmentation, nous nous sommes arrêtés sur le *débit maximum turbinable* de

$$Q_T = 180 \text{ m}^3/\text{s}.$$

On installera ou bien trois turbines Kaplan de 60 m<sup>3</sup>/s ou bien deux turbines de 90 m<sup>3</sup>/s suivant le résultat des calculs plus poussés à entreprendre plus tard.

2° *Courbes des débits réellement utilisés.* (Nos 4 et 5 des diagrammes.)

Ces courbes ne dépassent pas un maximum de 180 m<sup>3</sup>/s et sont toujours inférieures aux débits réels en raison des quantités d'eau à réserver dans la rivière qui est de l'ordre de 6 m<sup>3</sup>/s.

La courbe No 4 donne les débits en fonction des hauteurs lues à l'échelle, tandis que la courbe No 5 donne les débits classés réellement utilisés en fonction des jours de manque.

3° *Chutes nettes.*

a) Niveaux d'amont: On suppose que les niveaux de retenues soient toujours maintenus aux cotes respectives de 136,50 et de 140,50 à Wellen et à Palzem. De ces cotes nous avons retranché les pertes de charges de toute nature depuis les grilles jusqu'aux turbines. Ces pertes de charges, estimées à 0,23 m. pour le débit maximum turbinable de 180 m<sup>3</sup>/s, diminuent avec les débits. L'allure des hauteurs nettes des retenues aux barrages en fonction des hauteurs limnimétriques est donnée pour la ligne brisée DAR. (No 6 des diagrammes.)

b) Niveaux d'aval: Comme les remous d'exhaussement dus aux barrages sont pratiquement insignifiants, les courbes des niveaux d'aval en fonction des hauteurs limnimétriques deviennent des droites inclinées EF à 45°. (No 7 des diagrammes.)

c) Chutes nettes: Les chutes nettes relatives aux hauteurs limnimétriques ne sont autre que les différences entre les lignes No 7 et No 6. Ces chutes nettes seront portées en ligne de compte, telles quelles, pour la seule partie du limnimètre comprise

entre -0,41 et 1,36 m. correspondant respectivement à l'étiage et au débit maximum turbinable.

Quant à la partie de l'échelle au-dessus de 1,36 m., où le débit disponible du cours dépasse le débit maximum utilisable, la chute nette diminue et, de même que dans toutes les autres turbines à réaction, le débit de la turbine Kaplan en pleine ouverture va en décroissant à partir du débit maximum turbinable de 180 m<sup>3</sup>/s.

D'autre part, puisque le nombre de tours du générateur d'électricité devra être maintenu sensiblement constant, le rendement de la turbine descend rapidement en cas de hautes eaux avec un débit supérieur à 180 m<sup>3</sup>/s et il s'annule finalement pour le  $H = \frac{H_T}{3}$ .

Pour le calcul des puissances dans ce domaine nous avons employé la formule expéditive de Ludin (Wasserkraftanlagen 1934). Dans cette formule on suppose constant le rendement ainsi que le débit  $Q_T = 180 \text{ m}^3/\text{s}$ , mais on réduit la chute nette au moyen de la formule dans laquelle

$$H_r = H - \frac{H_T - H}{2}$$

$H$  = Chute nette effective.

$H_T$  = Chute nette à pleine charge (= 180 m<sup>3</sup>/s).

$H_r$  = Chute réduite.

4° *Puissances en CV.*

En tablant sur un rendement moyen de  $N_{\text{turb}} = 0,83$ , la puissance est de  $N_n = 11,067 \cdot Q \cdot H_n$ .

$H_n$  = Chute nette dans le domaine -0,41 à 1,36 de l'échelle limnimétrique.

$H_n = H_r = H_n - \frac{H_T - H_n}{2}$  dans le domaine au-dessus de 1,36 m.

Les détails des deux calculs se trouvent dans les deux tableaux annexés Nos 7 et 9.

5° *Courbes des puissances disponibles.* (Courbes 9 et 10 des diagrammes.)

Les courbes No 9 sont obtenues en portant en abscisses les puissances et en ordonnées les hauteurs lues à l'échelle.

Les courbes No 10 des puissances classées se construisent en prenant pour abscisses les jours de l'année et en ordonnées les puissances qui ne sont pas disponibles pendant les jours indiqués.

Il suffit alors de mesurer l'aire comprise entre l'échelle des abscisses, la courbe de puissance disponible (No 10) et les deux ordonnées extrêmes pour connaître l'énergie totale disponible.

## D. — Énergie totale disponible.

Dans cette étude on a adopté les rendements suivants:

Turbines Kaplan  $N_{\text{turb}} = 0,83$

Générateur d'électricité  $N_g = 0,93$

Transformateur  $N_{\text{tr}} = 0,97$

$$N_g \cdot N_{\text{tr}} = 0,93 \times 0,97 = 0,9021.$$

### 1° Barrage de Wellen. (Régime de Besch.)

Le tableau annexe (N° 7) nous a permis d'évaluer l'énergie totale à l'arbre des turbines à 36.763.639 CVh par an, soit

$$0,736 \times 36.763.639 = 27.058.053 \text{ kWh}$$

par an, ce qui correspond à

$$0,9021 \times 27.058.053 = 24.409.070 \text{ kWh}$$

par an aux bornes haute-tension.

### 2° Barrage de Palzem. (Régime de Besch.)

(Voir tableau-annexe N° 9.)

Energie totale à l'arbre des turbines: 11.978.257 CVh/an  
soit  $0,736 \times 11.978.257 = 8.815.997 \text{ kWh/an}$

Energie électrique disponible aux bornes HT:  $0,9021 \times 8.815.997 = 7.952.911 \text{ kWh/an}$

### 3° Energie électrique aux B.H.T. des deux usines en tenant compte des bassins versants effectifs.

Usine de Wellen:

$$24.409.070 \times \frac{11.751}{11.522} = 24.894.200 \text{ kWh/an}$$

Usine de Palzem:

$$7.952.911 \times \frac{11.581}{11.522} = 7.993.635 \text{ kWh/an}$$

Total: 32.887.835 kWh/an

On voit donc qu'il est possible de produire environ 32.900.000 kWh/an, dont 24.900.000 à l'usine de Wellen et 8.000.000 à l'usine de Palzem avec la seule obligation de maintenir constants les niveaux amont en vue de conserver le mouillage nécessaire dans les biefs.

Mais si, comme il est dit au rapport de M. Malcor, il devra être donné priorité aux intérêts de la navigation sur ceux de la production de l'électricité dans les barrages, il n'est pas exclu que des prescriptions trop rigoureuses de la navigation pourraient être de nature à réduire notablement les quantités d'énergie qui viennent d'être établies.

### 1° Usine hydro-électrique de Wellen.

I<sup>re</sup> hypothèse: Capital de 80.000.000,— fr., amortissable en 35 annuités.

Taux d'intérêts:

Taux d'amortissements:

a) Charges financières:

b) Frais d'exploitation et d'entretien:

Charges annuelles:

Prix de revient moyen du kWh:

II<sup>e</sup> hypothèse: Capital de 80.000.000,— fr., amortissable en 50 annuités.

Taux d'intérêts:

Taux d'amortissements:

a) Charges financières:

b) Frais d'exploitation et d'entretien:

Charges annuelles:

Prix de revient moyen du kWh:

### E. — Frais d'aménagement et prix de revient du kWh produit.

Les capitaux à investir dans l'aménagement des usines hydro-électriques, déduction faite de toute participation aux frais du barrage, peuvent être estimés pour:

1° l'usine hydro-électrique de Wellen à

80.000.000,— fr.,

2° l'usine hydro-électrique de Palzem à

60.000.000,— fr.

Le prix de revient du kWh produit se compose:

a) des charges financières et

b) des frais d'exploitation et d'entretien.

a) Pour l'estimation des charges financières, les deux hypothèses suivantes sont admises:

I<sup>re</sup> hypothèse:

Durée des amortissements: 35 ans.

Taux d'intérêts: 2,5 %, d'où un taux pour intérêts et amortissements de 4,3206 %.

II<sup>e</sup> hypothèse:

Durée des amortissements: 50 ans.

Taux d'intérêts: 4 % et 6 %, d'où un taux pour intérêts et amortissement de 4,655 % et 6,344 %.

b) Les frais d'exploitation et d'entretien sont estimés à 2 % du capital investi. D'où pour l'usine de Wellen:

$$80.000.000 \times 0,02 = 1.600.000,— \text{ fr.}$$

pour l'usine de Palzem:

$$60.000.000 \times 0,02 = 1.200.000,— \text{ fr.}$$

En tablant sur une production annuelle de 24.900.000 kWh dans l'usine de Wellen et de 8.000.000 kWh dans l'usine de Palzem, on aura dans les deux hypothèses admises ci-dessus les prix moyens suivants par kWh produit:

2,500 %

1,8206 %

3.456.480,—

1.600.000,—

5.056.480,—

0,203

4,000 %

0,655 %

3.724.000,—

1.600.000,—

5.324.000,—

0,213

6,000 %

0,344 %

5.075.200,—

1.600.000,—

6.675.200,—

0,268



## 2<sup>e</sup> Usine hydro-électrique de Palzem.

I<sup>re</sup> hypothèse: Capital de 60.000.000,— fr., amortissable en 35 annuités.

Taux d'intérêts:	2,500 %
Taux d'amortissements:	1,8206 %
a) Charges financières:	2.592.360,—
b) Frais d'exploitation et d'entretien:	1.200.000,—
Charges annuelles:	3.792.360,—
Prix de revient moyen du kWh:	0,475

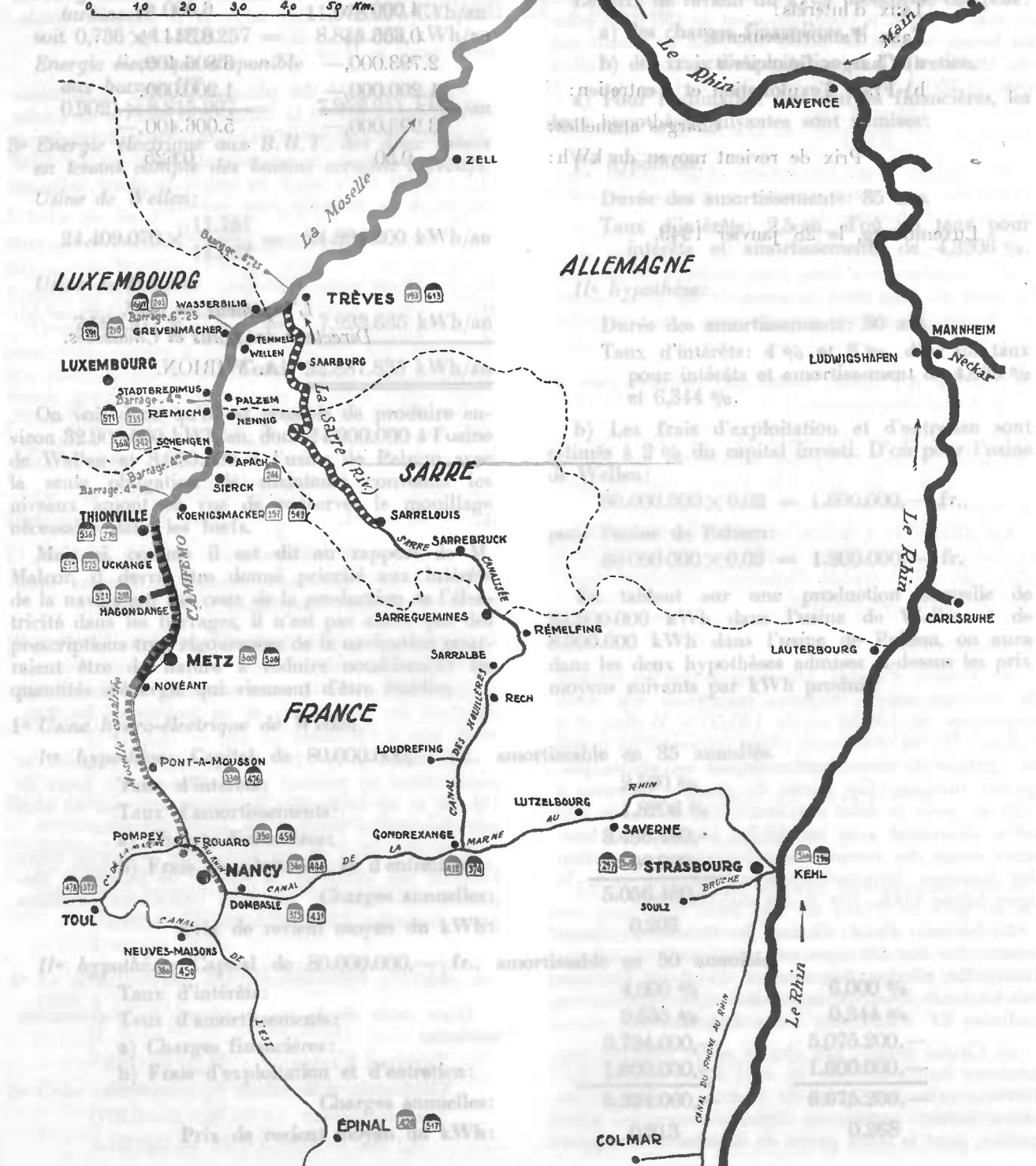
II<sup>e</sup> hypothèse: Capital de 60.000.000,— fr., amortissable en 50 annuités.

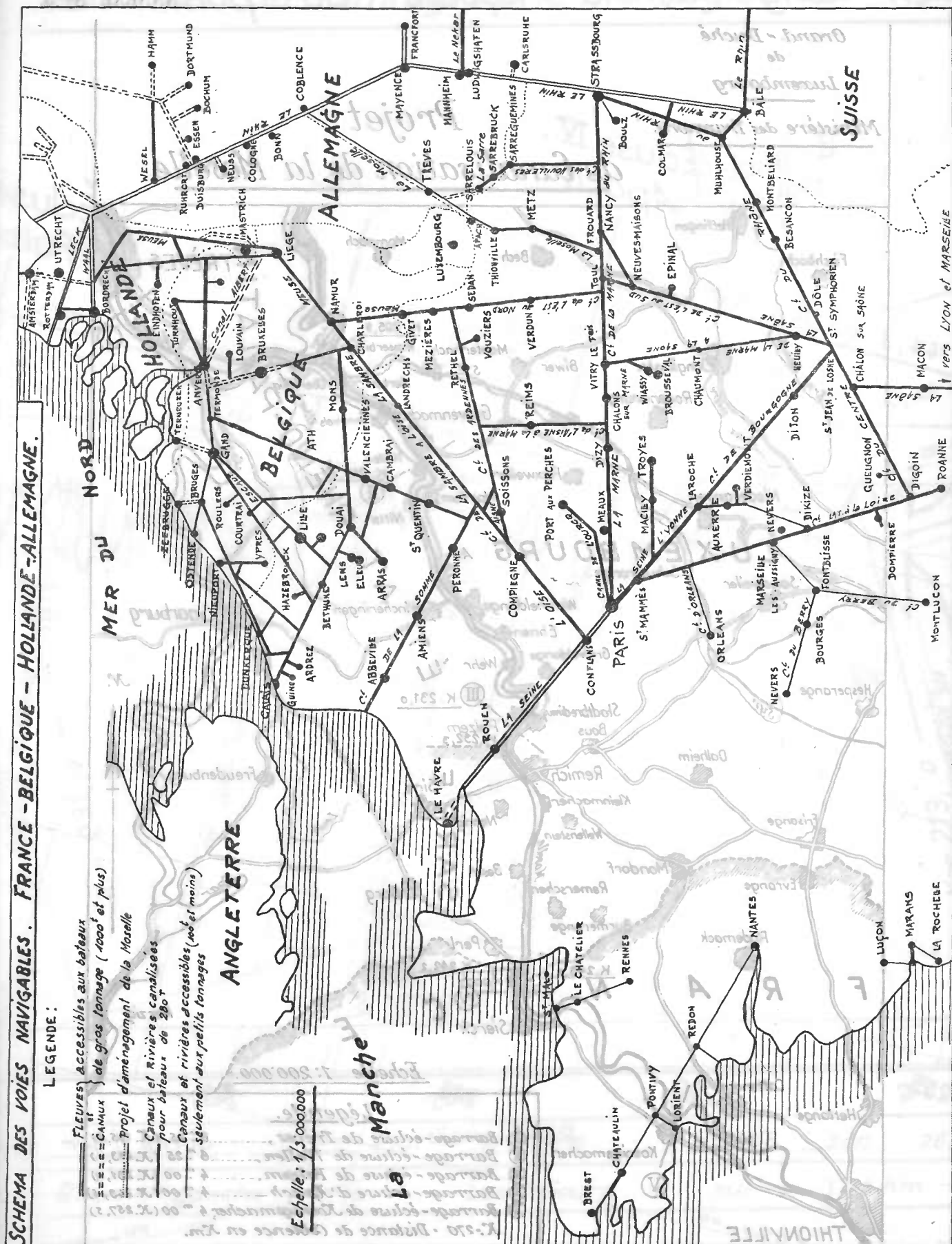
Taux d'intérêts:	4,000 %	6,000 %
Taux d'amortissements:	0,655 %	0,344 %
a) Charges financières:	2.793.000,—	3.806.400,—
b) Frais d'exploitation et d'entretien:	1.200.000,—	1.200.000,—
Charges annuelles:	3.993.000,—	5.006.400,—
Prix de revient moyen du kWh:	0,50	0,625

Luxembourg, le 28 janvier 1949.

L'Ingénieur en chef,  
Directeur des Ponts et Chaussées,  
A. WIRION.

- LÉGENDE:**

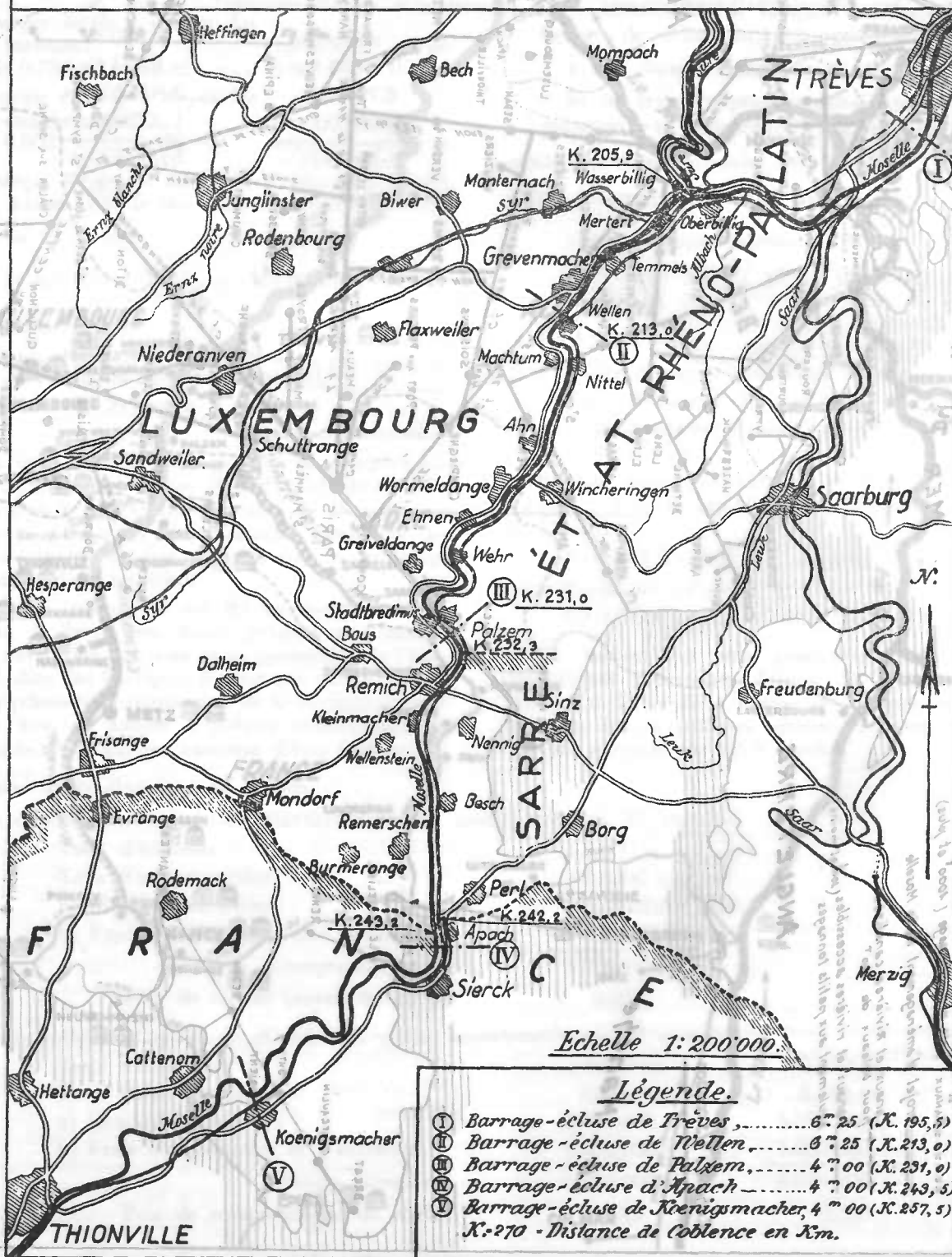






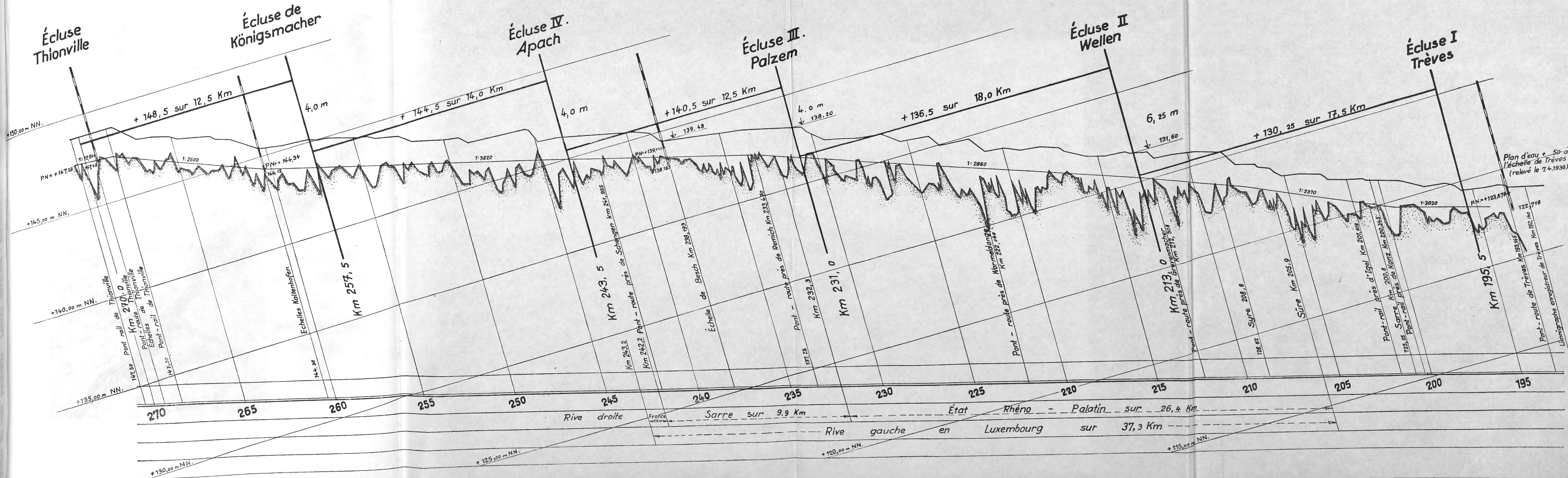
Grand-Duché  
de  
Luxembourg  
Ministère des Transports.

# Projet de canalisation de la Moselle

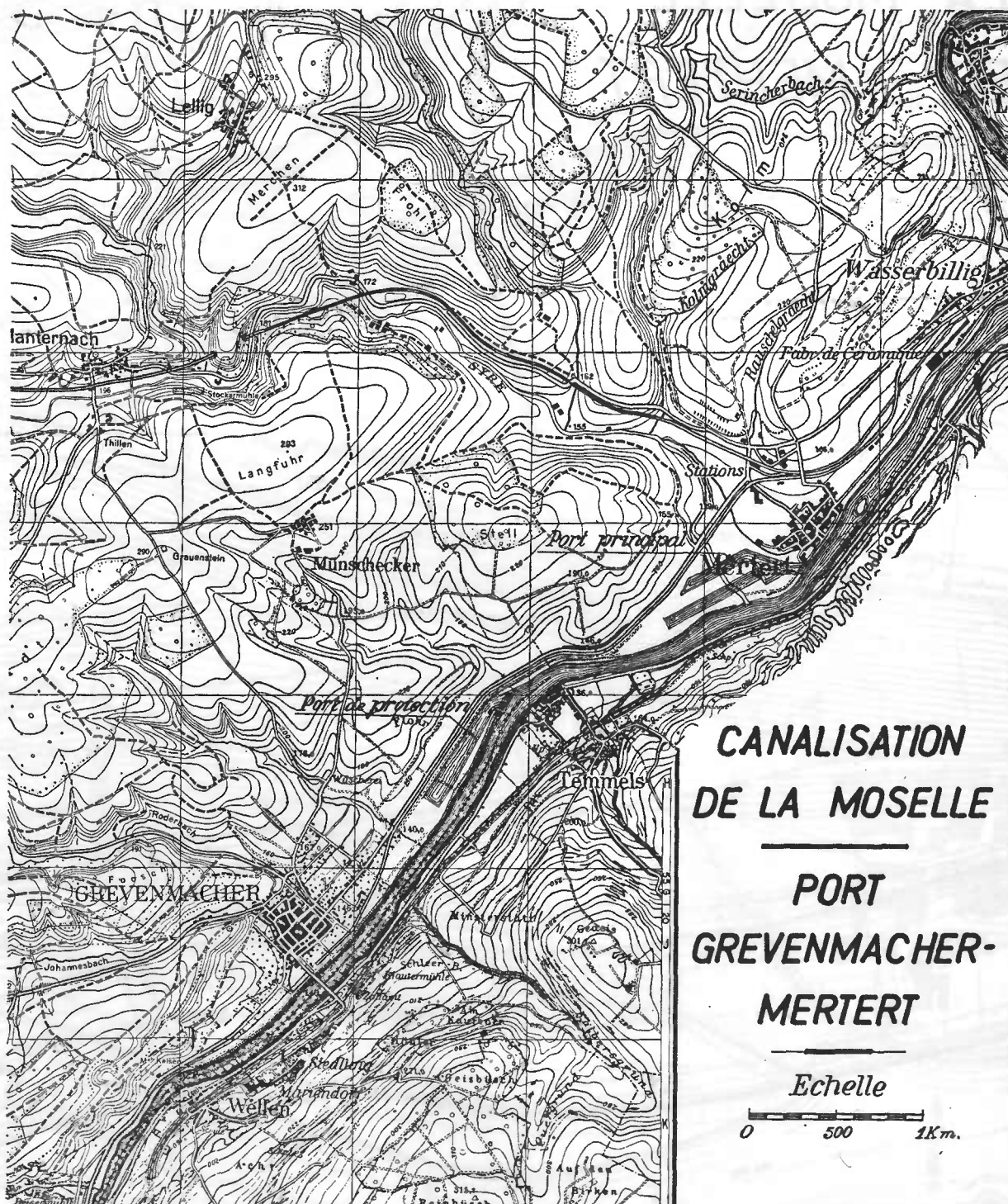


# Profil en long de la Moselle du pont rail de Thionville au limnigraphe enregistreur de Trèves.

échelles : { 1:100'000 p.l. longueurs.  
1:100 " " hauteurs.

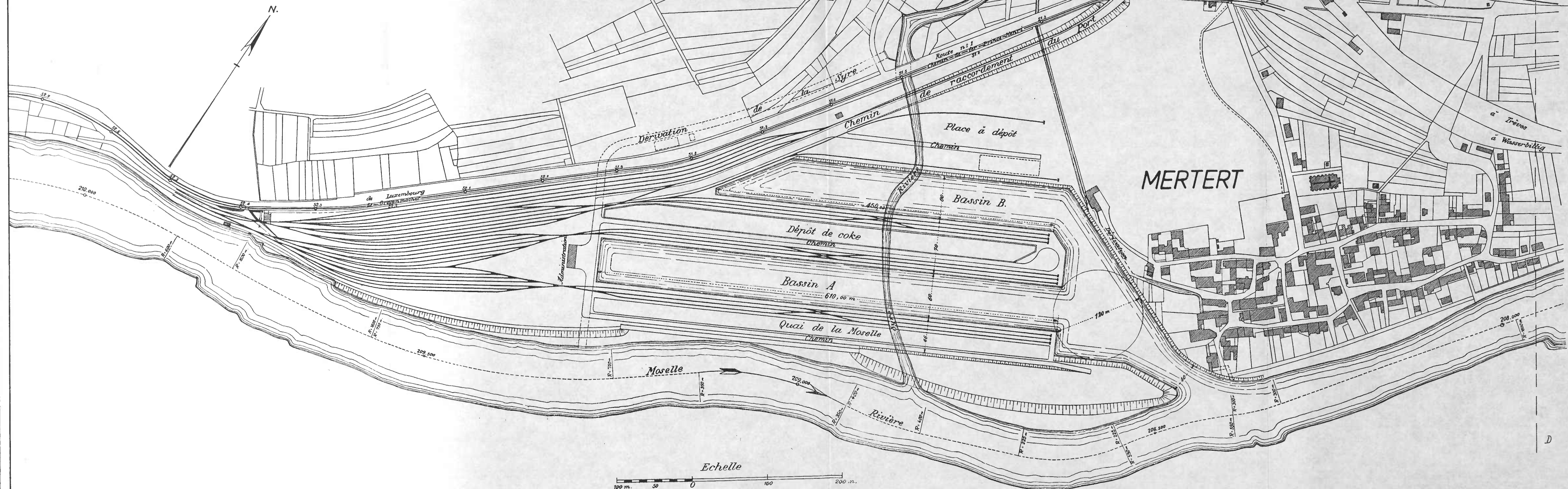








# CANALISATION DE LA MOSELLE PORT GREVENMACHER - MERTERT



## Aménagement de la Chute de Wellen (P. K. 213,0)

## Surfaces tributaires

Besch 11.522 km<sup>2</sup> - Wellen 11.751 km<sup>2</sup> - Trèves 23.857 km<sup>2</sup>

## Régime de la Moselle à Besch

Débit d'étiage 20 m<sup>3</sup>/s - Débit moyen annuel (module) 145 m<sup>3</sup>/s - Débit caractéristique moyen (182 jours) 101 m<sup>3</sup>/s

Niveau de la retenue au Barrage de Wellen: 136,50 m N. N.

## Puissance installée

3 turbines Kaplan de 60 m<sup>3</sup>/s; Q<sub>t</sub> = 180 m<sup>3</sup>/s; H<sub>t</sub> = 3,73 m

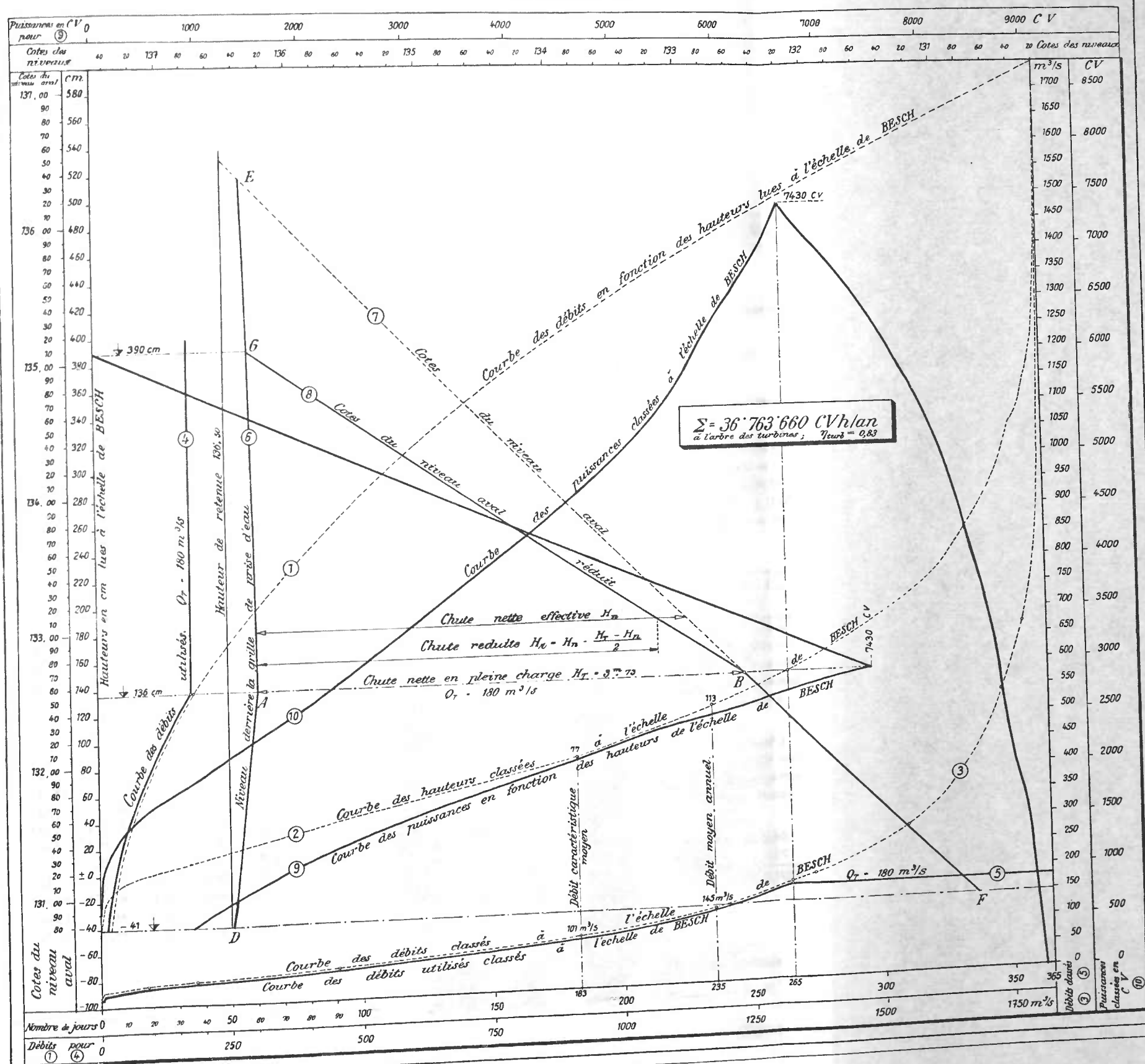
## Énergie annuelle aux bornes H. T.

Pour le régime de Besch: 24.509.070 kWh, soit pour le régime de Wellen: 24.409.070  $\frac{11.751}{11.552} = 24.894.200$  kWh**WELLEN** (Grevenmacher): 3 turbines de 60 m<sup>3</sup>/sec, soit Q<sub>t</sub> = 180 m<sup>3</sup>/sec: Retenue brute (+136,50)

Q Rivière	Echelle de Besch	Retenue nette	Niveau aval	Chutes		Q tur- binable	Q. H	$\eta = 0,83$ $N_{\eta} = 11,067 \frac{Q \cdot H}{\text{en CV}}$	Jours de manque	Jours appli- cables	CV jours	Observations
				H <sub>n</sub>	H <sub>r</sub>							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
20,0	−0,41	136,48	130,77	5,71		14,0	79,940	884,6960	0			Col. 4: + 0,42m à l'échelle de Besch correspond au ni- veau aval de ± 131,60 m à Wellen, d'où ± 0,00 Besch = 131,18 Wellen.
24,0	−0,30	136,47	130,88	5,59		18,0	100,620	1.113,5615	1	0,5	999,129	
28,2	−0,20	136,46	130,98	5,48		22,2	121,656	1.346,3670	2	0,5	1.229,964	
33,0	−0,10	136,44	131,08	5,36		27,0	144,720	1.601,6162	8	3,0	8.843,950	
38,0	+0,00	136,43	131,18	5,25		32,0	168,000	1.859,2560	18	5,0	17.304,361	
43,4	+0,10	136,42	131,28	5,14		37,4	192,236	2.127,4758	38	10,0	39.867,318	
50,0	0,20	136,41	131,38	5,03		44,0	221,320	2.449,3484	58	10,0	45.768,242	
57,0	0,30	136,40	131,48	4,92		51,0	250,920	2.776,9316	80	11,0	57.489,080	
65,0	0,40	136,38	131,58	4,80		59,0	283,200	3.134,1744	100	10,0	59.111,060	
74,0	0,50	136,37	131,68	4,69		68,0	318,920	3.529,4876	122	11,0	73.300,282	
84,0	0,60	136,36	131,78	4,58		78,0	357,240	3.953,5751	145	11,5	86.055,221	Col. 6: <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; display: inline-block;"><math>H_r = H_n - \frac{H_r - H_n}{2}</math></div> (Formule de Ludin) H <sub>r</sub> = Chute réduite H <sub>T</sub> = 3,73m = Chute de construction des turbines H <sub>n</sub> = Chute nette.
94,0	0,70	136,35	131,88	4,47		88,0	393,360	4.353,3151	167	11,0	91.375,792	
104,5	0,80	136,34	131,98	4,36		98,5	429,460	4.752,8338	187	10,0	91.061,489	
115,5	0,90	136,32	132,08	4,24		109,5	464,280	5.138,1868	204	8,5	84.073,675	
128,0	1,00	136,31	132,18	4,13		122,0	503,860	5.576,2186	220	8,0	85.715,243	
144,0	1,10	136,30	132,28	4,02		138,0	554,760	6.139,5289	233	6,5	76.152,359	
158,5	1,20	136,29	132,38	3,91		152,5	596,275	6.598,9754	246	6,5	82.800,278	
172,7	1,30	136,28	132,48	3,80		166,7	633,460	7.010,5018	257	5,5	74.852,125	
186,0	1,36	136,27	132,54	3,73 = H <sub>T</sub>		180,0	671,400	7.430,3838	265	4,0	57.763,542	
189,0	1,40	136,27	132,58	3,69	3,67	180,0	660,600	7.310,8602	268	1,5	22.111,866	
206,0	1,50	136,27	132,68	3,59	3,52	180,0	633,600	7.012,0512	278	5,0	71.614,557	Col. 7: Q <sub>t</sub> = Q - 6 m³/s q = 6 m³/s pour le ser- vice des écluses et pertes d'eau de toute nature.
224,0	1,60	136,28	132,78	3,50	3,38	180,0	608,400	6.733,1628	288	5,0	68.726,070	
244,5	1,70	136,28	132,88	3,40	3,23	180,0	581,400	6.434,3538	296	4,0	52.670,066	
263,0	1,80	136,28	132,98	3,30	3,08	180,0	554,400	6.115,5448	304	4,0	50.279,594	
282,5	1,90	136,28	133,08	3,20	2,93	180,0	527,400	5.836,7358	310	3,0	35.916,842	
305,0	2,00	136,28	133,18	3,10	2,78	180,0	500,400	5.537,9268	317	3,5	39.811,319	
326,0	2,10	136,28	133,28	3,00	2,64	180,0	475,200	5.259,0384	322	2,5	26.992,413	
350,0	2,20	136,29	133,38	2,91	2,50	180,0	450,000	4.980,1500	326	2,0	20.478,377	
374,0	2,30	136,29	133,48	2,81	2,35	180,0	423,000	4.681,3410	330	2,0	19.322,982	
396,0	2,40	136,29	133,58	2,71	2,20	180,0	396,000	4.382,5320	333	1,5	13.595,810	
425,0	2,50	136,29	133,68	2,61	2,05	180,0	369,000	4.083,7230	336	1,5	12.699,383	Col. 12: $\eta$ générateur = 0,93 $\eta$ tranformateur 0,97 $\eta_g \times \eta_{tr}$ 0,9021
450,0	2,60	136,29	133,78	2,51	1,90	180,0	342,000	3.784,9140	340	2,0	15.737,274	
475,0	2,70	136,29	133,88	2,41	1,75	180,0	315,000	3.486,1050	342	1,0	7.271,019	
503,0	2,80	136,30	133,98	2,32	1,61	180,0	289,800	3.207,2166	345	1,5	10.039,982	
535,0	2,90	136,30	134,08	2,22	1,46	180,0	262,800	2.908,4076	347	1,0	6.215,624	
	3,00	136,30	134,18	2,12	1,31	180,0	235,800	2.609,5986	348	0,5	2.759,003	
	3,10	136,30	134,28	2,02	1,16	180,0	208,800	2.310,7896	350	1,0	4.920,368	
	3,20	136,30	134,38	1,92	1,01	180,0	181,800	2.011,9806	352	1,0	4.322,770	
	3,30	136,30	134,48	1,82	0,86	180,0	154,800	1.713,1716	355	1,5	5.587,728	
	3,40	136,31	134,58	1,73	0,73	180,0	131,400	1.454,2038	357	1,0	3.167,375	
	3,50	136,31	134,68	1,63	0,58	180,0	104,400	1.155,3948	358	0,5	1.304,799	CVJ CVh } à l'arbre des turbines kWh } kWh aux B. H. T.
	3,60	136,31	134,78	1,53	0,43	180,0	77,400	856,5858	359	0,5	1.005,990	
	3,70	136,32	134,88	1,44	0,29	180,0	52,200	577,6974	360	0,5	717,142	
	3,80	136,32	134,98	1,34	0,15	180,0	27,000	298,8090	361	0,5	438,253	
	3,90	136,32	135,08	1,24	0,00	180,0	0,000	0,0000	362	0,5	149,405	
											1.531.819,141	
1.531.819,141 × 24 = 36.763.659												CVJ CVh } à l'arbre des turbines kWh } kWh aux B. H. T.
36.763.659 × 0,736 = 27.058.053												
27.058.053 × 0,9021 = 24.409.070												



DIAGRAMME DES CARACTERISTIQUES DE FONCTIONNEMENT DE L'USINE DE  
— WELLEN —





# Aménagement de la Chute de Palzem

(P. K. 231,0)

## Surfaces tributaires

Besch 11,522 km<sup>2</sup> — Palzem 11,581 km<sup>2</sup>

Niveau de la retenue au Barrage de Palzem: 140,50 m N. N.

## Puissance installée

3 turbines Kaplan de 60 m<sup>3</sup>/s;  $Q_t = 180$  m<sup>3</sup>/s;  $H_t = 1,13$  m

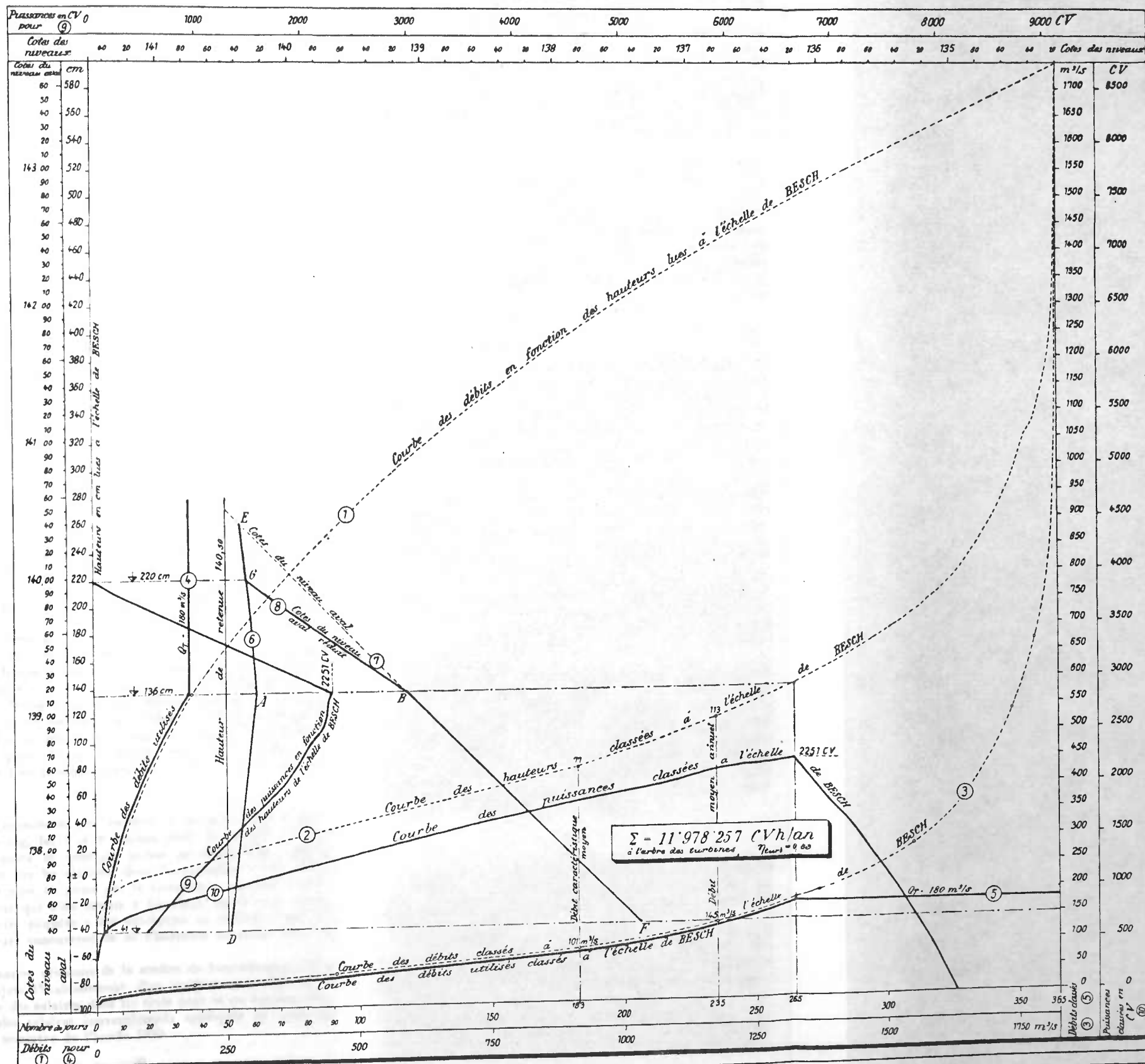
## Énergie annuelle aux bornes H. T.

Pour le régime de Besch: 7.952,911 kWh, soit pour le régime de Palzem:  $7.952,911 \frac{11,581}{11,522} = 7.993,635$  kWh

**PALZEM** 3 turbines de 60 m<sup>3</sup>/sec, soit 180 m<sup>3</sup>/sec; Retenue: (140,50)

Q Rivière	Echelle de Besch	Retenue nette	Niveau aval	Chutes		Q turbina- ble	Q. H.	$\eta = 0,83$ $N_\eta = 11,067$ Q. H en CV	Jours de manque	Jours appli- cables	CV jours	Observations	
				H <sub>n</sub>	H <sub>r</sub>								
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	
20,0	−0,41	140,48	137,37	3,11		14,0	43,540	481,8572	0			Col. 4: + 0,42 m à l'échelle de Besch correspond au ni- veau aval de $\pm 138,20$ m à Palzem, d'où $\pm 0,00$ Besch = 137,78 m Pal- zem.	
24,0	−0,30	140,47	137,48	2,99		18,0	53,820	595,6259	1	0,5	539,295		
28,2	−0,20	140,46	137,58	2,88		22,2	63,936	707,5797	2	0,5	651,603		
33,0	−0,10	140,44	137,68	2,76		27,0	74,520	824,7128	8	3,0	4.596,878		
38,0	$\pm 0,00$	140,43	137,78	2,65		32,0	84,800	938,4816	18	5,0	8.815,972		
43,4	+0,10	140,42	137,88	2,54		37,4	94,996	1.051,3207	38	10,0	19.898,023		
50,0	0,20	140,41	137,98	2,43		44,0	106,920	1.183,2836	58	10,0	22.346,043		
57,0	0,30	140,40	138,08	2,32		51,0	118,320	1.309,4474	80	11,0	27.420,041		
65,0	0,40	140,38	138,18	2,20		59,0	129,800	1.436,4966	100	10,0	27.459,944		
74,0	0,50	140,37	138,28	2,09		68,0	142,120	1.572,8420	122	11,0	33.102,725		
84,0	0,63	140,36	138,38	1,98		78,0	154,440	1.709,1875	145	11,5	37.743,339	Col. 6: <div><math display="block">H_r = H_n \frac{H_t - H_n}{2}</math></div> (Formule de Ludin) H <sub>r</sub> = Chute réduite H <sub>t</sub> = 1,13 m = Chute de construction des turbines H <sub>n</sub> = Chute nette.	
94,0	0,70	140,35	138,48	1,87		88,0	164,560	1.821,1855	167	11,0	38.834,103		
104,5	0,80	140,34	138,58	1,76		98,5	173,360	1.918,5751	187	10,0	37.397,606		
115,5	0,90	140,32	138,68	1,64		109,5	179,580	1.987,4119	204	8,5	33.200,890		
128,0	1,00	140,31	138,78	1,53		122,0	186,660	2.065,7662	220	8,0	32.425,425		
144,0	1,10	140,30	138,88	1,42		138,0	195,960	2.168,6893	233	6,5	27.523,961		
158,5	1,20	140,29	138,98	1,31		152,5	199,775	2.210,9009	246	6,5	28.467,395		
172,7	1,30	140,28	139,08	1,20		166,7	200,040	2.213,8427	257	5,5	24.336,134		
186,0	1,36	140,27	139,14	H <sub>t</sub> = 1,13		Q <sub>t</sub> = 180,0	203,400	2.251,0278	265	4,0	17.859,482		
189,0	1,40	140,28	139,18	1,10	1,08	180,0	194,40	2.151,4248	268	1,5	6.603,679		
206,0	1,50	140,28	139,28	1,00	0,93	180,0	167,40	1.852,6158	278	5,0	20.020,203	Col. 7: Q <sub>t</sub> = Q − 6 m <sup>3</sup> /s q = 6 m <sup>3</sup> /s pour le ser- vice des écluses et pertes d'eau de toute nature.  Col. 12: η générateur = 0,93 η transform. = 0,97 <div><math display="block">\eta_g \times \eta_{tr} = 0,9021</math></div>	
224,0	1,60	140,29	139,38	0,91	0,80	180,0	144,00	1.593,6480	288	5,0	17.231,319		
244,5	1,70	140,29	139,48	0,81	0,65	180,0	117,00	1.294,8390	296	4,0	11.553,948		
263,0	1,80	140,30	139,58	0,72	0,51	180,0	91,80	1.015,9506	304	4,0	9.243,158		
282,5	1,90	140,31	139,68	0,63	0,38	180,0	68,40	756,9828	310	3,0	5.318,800		
305,0	2,00	140,32	139,78	0,54	0,24	180,0	43,20	478,0944	317	3,5	4.322,770		
326,0	2,10	140,33	139,88	0,45	0,11	180,0	19,80	219,1266	322	2,5	1.743,053		
350,0	2,20	140,35	139,98	0,37	0,00	180,0	0,00	0.0000	326	2,0	438,253		
499.094,042													CVJ
$499.094,042 \times 24 = 11.978.257$													CVh } à l'arbre kWh } des turbines kWh aux B. H. T.
$11.978.257 \times 0,736 = 8.815.997$													
$8.815.987 \times 0,9021 = 7.952.911$													

DIAGRAMME DES CARACTERISTIQUES DE FONCTIONNEMENT DE L'USINE DE  
— PALZEM —



## Nouvelles diverses

### Cessation de l'état de guerre entre le Luxembourg et l'Allemagne.

Les Gouvernements des Etats-Unis, de la France et du Royaume-Uni ont fait part à New-York, le 19 septembre dernier, de leur intention de prendre dans leur législation interne les mesures nécessaires en vue de mettre fin à l'état de guerre avec l'Allemagne. Par la même occasion, ils ont exprimé l'espoir que les autres nations estimeront possible de prendre des mesures similaires, conformément à leurs constitutions.

Le Gouvernement luxembourgeois, d'accord avec ses partenaires de Benelux et répondant à l'espoir exprimé par les trois grandes Puissances, se propose de prendre dans la législation interne les mesures qui permettront de mettre fin à l'état de guerre entre le Luxembourg et l'Allemagne, à une date ultérieure à fixer en accord avec les Gouvernements des pays de Benelux et avec les Gouvernements des Etats-Unis, de la France et du Royaume-Uni.

Le Gouvernement luxembourgeois souhaite ainsi contribuer à la normalisation de ses rapports avec la République Fédérale Allemande et à son intégration dans la communauté des peuples libres.

### Autour de Benelux.

Dans le cadre de l'esprit de politique économique poursuivie par la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg, a eu lieu officiellement à Buenos-Aires la formation d'un comité dénommé « Benelux » et composé des plus remarquables personnalités des collectivités commerciales des dits pays en Argentine et dont la Commission Directrice est constituée par M. Albert A. Tritsmans comme Président, Dr P. W. Rost-Onnes comme Vice-Président et M. J. E. Spinosa-Cattela comme Secrétaire-Trésorier.

La Commission Benelux pour l'étude de l'unification du droit s'est réunie à Luxembourg, les 6 et 7 octobre 1950. Ont assisté à cette réunion M. Moyersoen, Ministre de la Justice de Belgique, M. Struycken, Ministre de la Justice des Pays-Bas, et M. Eugène Schaus, Ministre de la Justice du Luxembourg.

La section de droit civil a poursuivi l'examen de l'assurance obligatoire des véhicules automobiles. La section pénale avait à son ordre du jour les délits de fraude. M. van Dievoet, Président de la Commission, a d'autre part et tout récemment adressé aux Gouvernements intéressés un projet de traité et un projet de loi uniforme relatifs au droit international privé. Un autre projet relatif à l'extradition sera transmis très prochainement aux Gouvernements des trois pays.

La Commission des Salaires de Benelux s'est réunie à Luxembourg, les 3 et 4 octobre 1950. La session a débuté par l'examen de quelques points de détail d'une enquête restreinte sur les salaires, dont l'organisation a été définitivement mise au point par la Commission de Coordination Statistique qui s'est réunie à La Haye, les 5 et 6 octobre 1950. Cette enquête a été entreprise en premier lieu dans les secteurs concurrentiels de l'industrie moyenne des trois pays.

Les autres réunions de la session de Luxembourg eurent pour objets l'établissement d'un rapport commun sur la politique des salaires dans les trois pays et un examen comparatif des salaires conventionnels appliqués au cours du premier semestre de l'année 1950.

\*

Pour la première fois depuis sa création en janvier 1949, le Conseil National Luxembourgeois du Mouvement Européen, sous la présidence de M. Emile Reuter, Président de la Chambre des Députés, organisa des Journées Européennes à Luxembourg, les 14 et 15 octobre 1950.

Dans le but de propager l'idée de l'unité européenne, des allocutions avaient été prononcées sur l'antenne de Radio-Luxembourg, les 11, 12 et 13 octobre, par MM. Félix Arend, Secrétaire Général du Mouvement Européen à Luxembourg, Emile Reuter, Président du Conseil National Luxembourgeois, Fernand Lœsch, Michel Rasquin et Roger Wolter, Délégués du Luxembourg à l'Assemblée Consultative de Strasbourg.

Dans l'après-midi du 14 octobre, M. Hubert Clément, représentant M. le Président Emile Reuter, et les membres du Conseil National Luxembourgeois ainsi que des représentants des organisations affiliées reçurent au Casino M. Henri Frenay, ancien Ministre, Vice-Président du Mouvement Européen. — A l'Hôtel de Ville, les personnalités furent ensuite saluées par M. Emile Hamilius, Bourgmestre de la Ville de Luxembourg, en présence des Echevins MM. Rollinger, Reuter et Kœnig et des Conseillers municipaux MM. Jacoby, Fischbach, Biever et Bauer.

Le soir, M. Henri Frenay fit sa grande conférence publique au Théâtre Municipal, intitulée « L'Europe, devoir impérieux et urgent ». Y assistèrent S. Exc. M. Emile Reuter, Président du Conseil National Luxembourgeois, S. Exc. M. Pierre Dupong, Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, S. Exc. Mgr. Léon Lommel, Evêque-Coadjuteur de Luxembourg, et M. Eugène Schaus, Ministre de l'Intérieur. La Musique de la Garde Grand-Ducale, sous la direction du Lieutenant en Premier Albert Thorn, assumait la partie musicale de la manifestation. — A la même occasion furent remis aux jeunes lauréats les prix du concours de dissertation que le Conseil National Luxembourgeois avait organisé dans le cadre des Journées Européennes et auquel purent participer les jeunes Luxembourgeois de 17 à 21 ans. 37 dissertations, ayant pour sujet « Pourquoi désirez-vous l'unification de l'Europe? Quels sont les obstacles qui s'y opposent? Comment les surmonter? », avaient été soumises au jury, sous la présidence du Professeur M. Nicolas Braunshausen. Les meilleurs travaux furent dotés d'un premier prix de 1.500 francs, d'un deuxième prix de 1.000 francs et de deux prix de consolation de 500 francs.

Dans la matinée du 15 octobre, la Musique Militaire, sous la direction du Lieutenant en Premier Albert Thorn, donna un concert à la Place d'Armes avec programme européen. — Au Casino fut offert ensuite un banquet auquel assistèrent e. a. Mlle M. Campana, Secrétaire d'Ambassade à la Légation de France, et M. Georges-Louis Rebattet, Secrétaire Général du Mouvement Européen. — Dans l'après-midi, les membres du Conseil National Luxembourgeois et leurs hôtes furent reçus par la Municipalité de Diekirch.

\* En voici la liste :

Au début du mois d'octobre 1950 a été créé à Paris le Conseil Européen de Vigilance, dans le but de surmonter les difficultés qui entravent le travail efficace du Conseil de l'Europe à Strasbourg.

Dans sa séance du 23 octobre 1950, le Conseil National Luxembourgeois du Mouvement Européen a désigné les délégués luxembourgeois au Conseil Européen de Vigilance: MM. Arthur Calteux, Vice-Président de l'Union Fédéraliste Luxembourgeoise et délégué luxembourgeois au Conseil international du Mouvement Européen, Hubert Clément, Président du Mouvement socialiste pour les Etats-Unis d'Europe et délégué au Conseil international du Mouvement Européen,



Gustave Graas, Président des Jeunesses Fédéralistes Luxembourgeoises et membre du Conseil luxembourgeois du Mouvement Européen, M<sup>me</sup> Lily Krier-Becker, représentante du L. A. V. (syndicat ouvrier libre), MM. Léon Stoffel, Vice-Président du Syndicat professionnel des Cheminots luxembourgeois, Paul Theisen, Président de la Chambre des Métiers et représentant des Classes Moyennes, Marcel Estges, représentant de la Syprolux, membre suppléant.

#### Signature d'accords routiers européens.

Trois accords routiers internationaux et une déclaration relative à la construction d'un réseau de routes européennes ont été élaborés et signés à Genève sous les auspices de la Commission Economique pour l'Etude des Nations-Unies (CEE). Ces instruments ont pour but le développement et l'intensification de la circulation routière dans toute la mesure compatible avec les exigences de la sécurité.

Ce sont :

1<sup>o</sup> Un accord autorisant sur certaines routes européennes spécifiées la circulation de véhicules dont les dimensions et les poids figurent en annexe à la Convention sur la circulation routière signée à Genève l'année dernière;

2<sup>o</sup> Un accord déterminant les itinéraires sur lesquels les dimensions et poids maxima autorisés peuvent dépasser ceux qui sont indiqués dans l'annexe à la Convention mondiale;

3<sup>o</sup> Un accord européen complétant la Convention de 1949 et le Protocole de 1949 relatif à la signalisation routière et aux règles de circulation routière;

4<sup>o</sup> Une déclaration sur la construction de grandes routes de trafic international en Europe avec une annexe donnant la liste des 48.000 kilomètres de routes du réseau international européen qui doit couvrir 20 pays, et une autre annexe donnant les normes de construction auxquelles devront répondre les grandes routes de trafic international.

La Belgique, la France et le Luxembourg ont signé les trois accords et la déclaration.

#### La 87<sup>e</sup> Promotion de l'Ecole Royale Militaire à Bruxelles comprenait cinq officiers luxembourgeois.

Le 14 octobre 1950, à l'Ecole Royale Militaire de Bruxelles, la 87<sup>e</sup> Promotion toutes armes d'élèves-officiers a fêté sa sortie, en présence du Général Beernaerts, Commandant de l'Ecole, entouré des officiers et des membres du corps professoral. Après la proclamation des résultats, les promotionnaires ont rendu hommage à leurs aînés tombés à la guerre. Les élèves-officiers luxembourgeois de la 87<sup>e</sup> Promotion, conduits par le Lieutenant Dauffenbach, Répétiteur à l'Ecole Royale Militaire, ont déposé des fleurs au pied du mémorial. Ce geste pieux a été vivement apprécié par leurs camarades et par la direction de l'Ecole Royale Militaire. La veille, à l'Hôtel de la Légation, M. le Ministre du Luxembourg et Madame Robert Als ont offert une réception en l'honneur des jeunes officiers luxembourgeois de la 87<sup>e</sup> Promotion.

En voici la liste: Lieutenant Lucas de Luxembourg, Lieutenant Kimmes de Luxembourg, Lieutenant Poncin de Luxembourg, Lieutenant Neuberg d'Esch-sur-Alzette, Lieutenant Grun d'Esch-sur-Alzette.

Le Général Beernaerts, accompagné des Colonels Bernard, Cauchie et Vermandel, Professeurs à l'Ecole Royale Militaire, le Colonel Jacoby, Chef d'Etat-Major de la Force Armée luxembourgeoise, et le Lieutenant Dauffenbach honorèrent de leur présence cette réception. Les jeunes officiers du Luxembourg ne cachèrent pas l'excellent souvenir qu'ils emportent de l'Ecole Militaire de Belgique où des professeurs d'élite leur ont donné un enseignement de haute valeur et où ils ont trouvé une amitié cordiale chez leurs condisciples belges.

La Promotion de 1951 comprendra encore trois officiers luxembourgeois. D'autre part, au mois de novembre 1950, neuf Luxembourgeois entreront en première année comme élèves à l'Ecole Militaire. Jusqu'ici, les Luxembourgeois qui suivirent les cours étaient des officiers. Ceux qui entreront en novembre n'auront pas encore qualité d'officier. On revient ainsi au régime normal des études, les élèves entrant à l'Ecole Militaire, après avoir terminé leurs humanités, mais avant d'avoir conquis leur première étoile.

#### Le 40<sup>e</sup> Anniversaire de l'A. V.

Les 21, 22, 23 et 26 octobre 1950, l'Association Luxembourgeoise des Universitaires Catholiques (A. V.) fêta le 40<sup>e</sup> anniversaire de sa fondation. A cette occasion, différentes manifestations étaient prévues. Le 21 octobre, M. Pierre-Henri Simon, écrivain, Professeur de littérature française à l'Université de Fribourg (Suisse), fit une conférence intitulée « Le Héros et le Saint ». Le 22 octobre, le R. P. Jean Minéry, S. J., aumônier universitaire de Strasbourg, fit une conférence sur le sujet « L'Intellectuel face aux problèmes de la foi », et le R. P. Kopf, O. P., parla sur « Une formule contemporaine d'action sociale: les équipes de bien commun ». Le 23 octobre, le Dr René Biot, Directeur de l'Institut Lyonnais d'Endocrinologie et de Psychologie, fit une conférence intitulée « Amour et Mariage ». Les manifestations se termineront le 26 octobre par une Grande Soirée au Volkshaus à laquelle assisteront S. Exc. Mgr. Léon Lommel, Evêque-Coadjuteur de Luxembourg, ancien aumônier de l'A. V., LL. EE. MM. Emile Reuter, Président de la Chambre des Députés, et Pierre Dupong, Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, MM. Pierre Frieden, Ministre de l'Education Nationale, François Simon, Ministre des Affaires Economiques, Paul Faber, Président de la Cour Supérieure de Justice, Nicolas Margue, Député, et Jean Rettel, Président de l'Office des Assurances Sociales.

Au cours de son brillant discours, M. le Ministre Pierre Frieden exposa l'histoire de l'Association des Etudiants Catholiques, des rangs de laquelle sont sortis tant d'hommes qui, actuellement, jouent un rôle éminent dans la vie politique et intellectuelle du pays. Invitant ses auditeurs à faire avec lui « le pèlerinage des sources de l'A. V. », M. Frieden montra comment une poignée d'étudiants (l'A. V. est sortie du « Sozialer Studentischer Zirkel » et fut fondée à Paris, 27, rue Madame, par les étudiants Pierre Dupong, Nicolas Margue, Paul Faber et Jean Rettel) s'inspirèrent des principes de la religion et de la morale catholique et étaient décidés à donner une valeur et une considération nouvelle à ceux-ci dans la vie sociale, religieuse et philosophique de la communauté luxembourgeoise.

Le 2 octobre 1950, la Fédération Internationale des Agences de Voyages (F. I. A. V.) a tenu son 24<sup>e</sup> Congrès annuel à Luxembourg. 137 directeurs d'agences de voyages établies dans 36 pays y participèrent. Honorèrent de leur présence la cérémonie d'ouverture qui a eu lieu à l'Hôtel de Ville MM. Emile Reuter, Président de la Chambre des Députés, François Simon, Ministre du Tourisme, Fernand Lœsch, Président, et Robert Ginsbach, Directeur de l'Office National de Tourisme, Emile Hamilius, Bourgmestre de la Ville de Luxembourg, Alex. Bœver, Directeur de la Station Thermale de Mondorf-les-Bains, Jérôme Anders, Conseiller de Gouvernement, Georges Reuter et Nic. Rollinger, Echevins. M. le Président Walter C. Frei (Suisse) souhaita la bienvenue aux autorités et aux participants. Après les allocutions de MM. Emile Hamilius et Fernand Lœsch, M. le Ministre François Simon s'adressa à l'auditoire. Suiivit la première séance de travail. Dans l'après-midi, les hôtes étrangers firent une excursion dans le pays. Le soir eut lieu un banquet au Casino de Mondorf-les-Bains, sous la

présidence de M. le Ministre François Simon. — Le lendemain, les délégués se rendirent à Bruxelles où les travaux du Congrès se poursuivirent jusqu'au 8 octobre.

\*

#### La Commission d'Echanges Touristiques France-Belgique-Luxembourg a fixé son programme pour 1951.

Le Comité Exécutif de la Commission d'Echanges Touristiques France-Belgique-Luxembourg s'est réuni au début d'octobre 1950 à Plombières, sous la présidence de M. Depret-Bixio, Inspecteur Général au Commissariat Général au Tourisme de France, et en présence de M. Maroselli, Ministre de l'Air, Maire de Luxeuil.

Les travaux et échanges de vues ont permis de constater que les efforts déployés depuis quatre ans ont abouti à la suppression des formalités de visas et de passeports, des arrêts prolongés dans les gares frontières, des formalités en matière de devises et à la facilitation au maximum de la circulation automobile. La libre-circulation entre la France, la Belgique et le Luxembourg a donc pu être rétablie au mieux du trafic touristique entre les trois pays. De plus, les nombreuses manifestations provoquées ou réalisées par la Commission au cours de l'année 1950, tels voyages d'études pour employés de comptoirs d'agences de voyages, pour médecins dans les Stations Thermales de l'Est de la France, pour Directeurs de Syndicats d'Initiatives et Offices de Tourisme ont été également de plein succès.

Le Comité Exécutif de la C. E. T. a fixé le plan d'activité pour 1951. Ce programme prévoit entre autres l'échange, sur la base de la réciprocité, de matériel de propagande, l'organisation de voyages d'études pour employés d'agences de voyages hollandaises et britanniques, l'organisation d'un rallye automobile, l'organisation de conférences, etc.

\*

#### A l'Office National du Tourisme.

L'Office National du Tourisme a tenu, le 12 octobre 1950, une assemblée générale extraordinaire à l'Hôtel de Ville d'Esch-sur-Alzette, sous la présidence de M. Fernand Lœsch, Député et Conseiller municipal de la Ville de Luxembourg, en présence de M. François Simon, Ministre des Affaires Economiques et du Tourisme, et de M. Jérôme Anders, Conseiller de Gouvernement et Délégué permanent du Ministre du Tourisme.

Cette assemblée a revêtu une importance toute particulière du fait qu'elle a décidé d'entreprendre une importante campagne de propagande en vue de la saison touristique de 1951 et ensuite, parce que M. le Ministre du Tourisme a

## Distinctions honorifiques

Il a plu à Sa Majesté la Reine des Pays-Bas de nommer:

Par Son décret du 14 octobre 1950,

S. Exc. M. Alfred Lœsch, Grand Maréchal de la Cour, Chevalier Grand-Croix de Son Ordre d'Orange-Nassau; M. Emile Hamilius, Bourgmestre de la Ville de Luxembourg, Commandeur de l'Ordre d'Orange-Nassau; M. Pierre Majerus, Conseiller de Gouvernement, Commandeur de l'Ordre d'Orange-Nassau; M. Pierre Welter, Conseiller de Gouvernement, Commandeur de l'Ordre d'Orange-Nassau;

bien voulu accepter les revendications majeures de l'Office: organisation d'une statistique officielle du tourisme, législation du statut hôtelier, réglementation uniforme du tourisme en plein air, notamment du camping et maintien de la participation de l'Office à l'activité des organisations internationales, auxquelles il est affilié.

L'assemblée a également décidé de créer de nouvelles ressources financières, notamment en augmentant les cotisations de ses membres, pour faire face aux dépenses de la campagne de propagande.

Par un nouveau statut, accepté à l'unanimité, l'Office s'est constitué en association sans but lucratif.

Après l'admission de l'Administration communale de Kopstal, l'Office National du Tourisme compte maintenant 57 membres, dont 48 administrations communales et 9 organismes et organisations nationaux intéressés à l'industrie touristique.

\*

#### Succès de l'Emprunt de 500 millions.

En exécution de la loi du 20 juillet 1950, le Grand-Duché a émis une première tranche d'obligations au porteur d'un import total de 500.000.000 de francs. La souscription publique a été ouverte le 2 octobre 1950. Elle a été entièrement souscrite le 16 octobre 1950, date de clôture de la souscription.

\*

Par arrêté grand-ducal du 23 octobre 1950, M. Ferdinand Wirtgen, Directeur de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines, a été nommé membre du Conseil d'Etat.

\*

Au II<sup>e</sup> Congrès International du Notariat de Droit Latin qui s'est tenu à Madrid, du 13 au 23 octobre 1950, la Chambre des Notaires du Grand-Duché de Luxembourg a été représentée par M<sup>e</sup> Ferdinand Hanff, Notaire à Redange-sur-Attert.

\*

Le 8 octobre 1950 a eu lieu à Luxembourg, Esch-sur-Alzette, Differdange et Dudelange l'inauguration solennelle de l'Ecole Nationale d'Education Physique.

\*

Le 26 octobre 1950 fut créée au Luxembourg une société des Beaux-Arts groupant les artistes peintres, sculpteurs, architectes, écrivains, compositeurs, les représentants des arts appliqués et des métiers d'art.

M. Paul Schulté, Secrétaire de Légation, Officier de l'Ordre d'Orange-Nassau;

Par Son décret du 16 octobre 1950,

S. Exc. M. Pierre Frieden, Ministre de l'Education Nationale, Chevalier Grand-Croix de Son Ordre d'Orange-Nassau; M. Mathias Thinnès, Conseiller de Gouvernement, Commandeur de l'Ordre d'Orange-Nassau; M. Joseph Petit, Chef du Service Information et Presse du Ministère d'Etat, Officier de l'Ordre d'Orange-Nassau; M. Joseph Meyers, Conservateur du Musée d'Histoire, Officier de l'Ordre d'Orange-Nassau;

Par Son décret du 17 octobre 1950, M. Aloyse Hentgen, Ancien Ministre des Affaires Economiques, Chevalier Grand-Croix de l'Ordre d'Orange-Nassau;

Par Son décret du 17 octobre 1950, le Lieutenant en Premier Albert Thorn, Chef de Musique de la Garde Grand-Ducale, Chevalier de l'Ordre d'Orange-Nassau (avec épées).

## Nouvelles de la Cour

Le 16 octobre 1950, Son Altesse Royale Madame la Grande-Duchesse a reçu en audience M. Pierre Dupong, Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, qui Lui a présenté M. François Simon, Ministre de l'Agriculture et des Affaires Economiques.

Le 20 octobre 1950, Son Altesse Royale Monseigneur le Prince a reçu en audience, en présence de M. R. T. Landale, Chargé d'Affaires a. i. de Grande-Bretagne, le Group Captain J. Grandy, D. S. O., Attaché de l'Air près la Légation de Grande-Bretagne, qui Lui a présenté son successeur, le Group Captain L. C. Slee, D. S. O., D. F. C.

Le même jour, Son Altesse Royale Monseigneur le Prince a reçu en audience le Général Henri Zeller, Gouverneur Militaire de Metz, et lui a remis, au nom de Son Altesse Royale Madame la Grande-Duchesse, les insignes de Grand-Officier de l'Ordre grand-ducal de la Couronne de Chêne.

Le même jour, Son Altesse Royale Madame la Grande-Duchesse a reçu en audience, en présence de M. le Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, les Ministres belges et néerlandais ayant participé à la Conférence des pays de Benelux qui s'est tenue à Luxembourg, les 20 et 21 octobre 1950.

Les Ministres délégués à cette Conférence étaient accompagnés de Leurs Excellences les Ministres de Belgique et des Pays-Bas accrédités auprès de la Cour Grand-Ducale ainsi que de M. E. J. E. M. H. Jaspas, Secrétaire Général de la Convention Douanière Néerlandais-Belgo-Luxembourgeoise.

## Le Mois à Luxembourg (mois d'octobre)

1<sup>er</sup> octobre: Le Club Artistique de la Fédération des Patrons-Coiffeurs du Grand-Duché de Luxembourg, avec le concours des maisons Bras-seur (Haute Couture), Jeanne-Cécile (Modes), Em. Scheitler (Fourrures), Grands Magasins du

Par le même décret, la Médaille d'Honneur en argent (avec épées) a été attribuée à l'Adjudant François Tribou et au Sergent-Chef M. Gœrgen.

S. Exc. M. H. A. Hoof, Ministre des Pays-Bas à Luxembourg, a remis les insignes relatifs à ces nominations aux personnalités citées dans le courant du mois d'octobre.

Le 24 octobre 1950, Son Altesse Royale Madame la Grande-Duchesse a reçu en audience S. Exc. M. Félix Orsini-Rosenberg, Ministre d'Autriche, qui Lui a remis les lettres l'accréditant auprès d'Elle à titre d'Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire.

Le même jour, Son Altesse Royale Madame la Grande-Duchesse a reçu en audience S. Exc. M. Eduardo D. de Arteaga, Ministre de l'Uruguay, qui Lui a remis les lettres l'accréditant auprès d'Elle à titre d'Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire.

Le 27 octobre 1950, Son Altesse Royale Madame la Grande-Duchesse a reçu en audience de congé S. Exc. M. Ragnar Numelin, Ministre de Finlande.

Le même jour, Son Altesse Royale Madame la Grande-Duchesse a reçu en audience de congé S. Exc. M. Dezider Rakšany, Ministre de Tchécoslovaquie.

Le 31 octobre 1950, Son Altesse Royale Madame la Grande-Duchesse a reçu en audience, en présence de M. Anthony Clinton Swezey, Chargé d'Affaires a. i. des Etats-Unis d'Amérique, le Brigadier Général Clare H. Armstrong, Attaché Militaire Supérieur et Attaché de l'Armée près la Légation des Etats-Unis d'Amérique, qui Lui a présenté son successeur, le Colonel Blanchard.

A cette occasion, Son Altesse Royale a remis les insignes de Commandeur de l'Ordre grand-ducal de la Couronne de Chêne au Brigadier Général Armstrong.

Passage (Sacs à main), organise au Cercle Municipal, les 1<sup>er</sup> et 2 octobre, le III<sup>e</sup> Salon de la Coiffure et de l'Élégance et la III<sup>e</sup> Exposition des Industries de la Coiffure et de la Parfumerie. Le « Salon » est inauguré par M. Fran-



çois Simon, Ministre des Affaires Economiques et du Tourisme, en présence de nombreuses personnalités, parmi lesquelles MM. Eugène Schaus, Ministre de l'Intérieur, Jean-Pierre Winter, Conseiller de Gouvernement, Joseph Bisdorff, Directeur de l'Ecole d'Artisans, Paul Theisen, Président, et Michel Kalmes, Vice-Président de la Chambre des Métiers. Les discours d'inauguration sont prononcés par M. Thim Junio, Président du Comité d'Organisation, M. Albert Feller, Président du « Club Artistique », M. le Ministre François Simon et M. le Président Paul Theisen. — L'après-midi du 1<sup>er</sup> octobre ont lieu des démonstrations professionnelles des Maisons exposantes et une démonstration de grimage. Sous l'œil des spectateurs, des coiffeurs réputés de France, de Belgique, de Hollande et du Luxembourg créent des coiffures de jour et de soir. Le programme des manifestations du 2 octobre prévoit un concours de coiffures pour apprentis-coiffeurs et coiffeuses, « La Femme et la Mode », défilé de la coiffure, de la Haute Couture, de la Mode et de la Fourrure, et « La Femme et l'Elégance », défilé de grand gala. Les artistes Paul Dermont et Mado Robin de l'Opéra de Paris agrémentent les entractes.

La Ville de Vianden fête sa traditionnelle Foire aux Noix.

2 octobre: La Fédération Internationale des Agences de Voyages (F.I.A.V.) tient son 24<sup>e</sup> Congrès annuel à Luxembourg.

4 octobre: Venant de Nancy, des directeurs de Syndicats d'Initiative d'Alsace-Lorraine et de Suisse font un voyage d'études au Luxembourg dans le but de prendre contact avec les autorités du Tourisme et les hôteliers luxembourgeois. En l'honneur des hôtes étrangers, l'Office National du Tourisme offre un dîner au Restaurant « Stuff », sous la présidence de M. Emile Hamilius, Bourgmestre de la Ville de Luxembourg. Y assistent MM. Georges Reuter, Echevin de la Ville de Luxembourg, Alphonse Greisch, Vice-Président, et Robert Ginsbach, Directeur de l'Office National de Tourisme, Henri Petit, Vice-Président du Syndicat d'Initiative de Luxembourg-Ville et de l'Association des Hôteliers du Luxembourg. Au cours du dîner, M. le Bourgmestre de la Ville de Luxembourg et des personnalités françaises et suisse prennent la parole. La matinée du lendemain est consacrée à la visite de la capitale.

5 octobre: Au Cercle Municipal, l'orchestre de Radio-Luxembourg, sous la direction d'Henri Pensis, donne un concert symphonique public, avec le concours du ténor Charles Holland.

7 octobre: Au Casino, à l'initiative de la Société des Sciences Médicales, le Dr Norgaard de Copenhague fait une conférence ayant pour sujet « La lutte contre la tuberculose au Danemark ».

8 octobre: A Bonnevoie, en présence de MM. Nic. Marguë, Député, Nic. Rollinger, Echevin, Nic. Jacoby et Nic. Biever, Conseillers municipaux, S. Exc. Monseigneur Léon Lommel, Evêque-Coadjuteur de Luxembourg, procède à la bénédiction de deux cloches pour la nouvelle église de Bonnevoie, dont le gros œuvre est terminé.

La Ville de Remich organise sa traditionnelle Fête du Raisin.

11 octobre: Au Théâtre Municipal, la Compagnie Grenier-Hussenot de Paris présente le grand succès du Théâtre de la Renaissance « Les Gaietés de l'Escadron » de Courteline.

12 octobre: Au Cercle Municipal, le violoniste Charles Cyroulnik prête son concours à un concert symphonique public offert par l'orchestre de Radio-Luxembourg, sous la direction d'Henri Pensis.

14 octobre: Le Conseil National Luxembourgeois du Mouvement Européen organise des Journées Européennes à Luxembourg, les 14 et 15 octobre 1950.

Dans le cadre des manifestations que l'Institut Grand-Ducal, section des sciences naturelles, physiques et mathématiques, se propose d'organiser à la fin de l'année à l'occasion du centenaire de sa fondation, M. Ed. Bauer, Professeur de Chimie-Physique à l'Université de Paris, Ex-Président de la Société Française de Physique, fait une conférence à l'Arbed sur le sujet: « Histoire de nos connaissances sur les atomes. » De nombreuses personnalités y assistent, parmi lesquelles MM. Pierre Frieden, Ministre de l'Education Nationale, des Arts et Sciences, François Simon, Ministre des Affaires Economiques, S. Exc. Mgr. Léon Lommel, Evêque-Coadjuteur de Luxembourg, le Jhr. van der Maesen de Sombreff, ancien Ministre des Pays-Bas à Luxembourg, Schudeck, Consul de Pologne, List, Consul honoraire de Grande-Bretagne, et les membres du Bureau de la Section des Sciences, MM. Koppes, Stumper, Willems, Heuertz et Gloden.

Au Casino de Differdange, M. Pierre Frieden, Ministre de l'Education Nationale, des Arts et Sciences, honore de sa présence le vernissage du 6<sup>e</sup> Salon de « L'Art Vivant », exposition d'œuvres d'amateurs.

15 octobre: Journée de Commémoration Nationale.

La Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg fête le centenaire de sa fondation.

L'Association Luxembourgeoise pour l'Alimentation et l'Hygiène rationnelles et le périodique « Arztestimmen » organisent au Cercle Municipal de Luxembourg une « Semaine de la Santé », du 15 au 21 octobre. Y prêtent leur concours des médecins luxembourgeois et étrangers, parmi lesquels M. le Dr Elói Welter, M. le Dr Keller, Médecin en chef du Sanatorium de Cademario (Lugano), et des cuisiniers MM.

Oscar Schieb, Directeur de cours à l'Ecole hôtelière à Diskirch, et Willi, Chef-cuisinier du Sanatorium de Cademario. La « Semaine de la Santé » est inaugurée par M. le Président Dr Eloi Welter, en présence de MM. Emile Reuter, Président de la Chambre des Députés, Alphonse Osch, Ministre de la Santé Publique, Camille Kasel, Echevin, Nic. Biever et Antoine Beckius, Conseillers municipaux. Chaque jour ont lieu des conférences et des démonstrations pratiques.

La Ville de Dudelange inaugure son « Monument aux Morts », en présence de M. Pierre Frieden, Ministre de l'Education Nationale. Les discours d'inauguration sont prononcés par M. J.-P. Hoffmann, Secrétaire communal, et par M. le Ministre Pierre Frieden.

Au Stade Municipal, S. A. R. Monseigneur le Prince de Luxembourg honore de Sa présence la rencontre internationale de football Luxembourg-Hollande du Sud. A la fin de la rencontre, les deux équipes sont à égalité (0:0).

16 octobre: Au Théâtre Municipal, le Grand Théâtre de Nancy présente « Fra Diavolo », opéra-comique en trois actes d'Auber, nouvelle version de Pierre Varenne et Albert Chantrier.

18 octobre: A Differdange-Niedercorn est inauguré le nouveau cinéma « Mirador ». — Le lendemain, lors d'un gala d'ouverture, LL. AA. RR. les Princesses Elisabeth et Marie-Adélaïde honorent de Leur présence la projection du film anglais « Hamlet », au profit de la Croix-Rouge et de l'Œuvre de Vacances de la commune de Differdange.

19 octobre: Au Cercle Municipal, l'Orchestre de Radio-Luxembourg, sous la direction d'Henri Pensis, donne deux concerts symphoniques publics, dont le second est agrémenté du concours de la cantatrice Hélène Bouvier.

20 octobre: Au bâtiment de la Chambre des Députés a lieu une Conférence Ministérielle Benelux, les 20 et 21 octobre.

Les « Jeunesses Musicales » ouvrent le cycle de leurs manifestations de la saison 1950-1951 par un concert offert au Théâtre Municipal par l'Orchestre de Radio-Luxembourg, sous la direction d'Henri Pensis, et le pianiste bulgare Venecslas Yankoff.

21 octobre: L'Association Luxembourgeoise des Universitaires Catholiques (A. V.) fête le 40<sup>e</sup> anniversaire de sa fondation.

Au Musée de l'Etat s'ouvre l'exposition didactique « L'Art est l'homme ajouté à la Nature ». Elle réunit des photographies et des reproductions de chefs d'œuvre illustrant les dif-

férentes époques artistiques et les différentes conceptions de l'art.

22 octobre: Au Monument du Souvenir, dans le cadre d'une prise d'armes solennelle, le Général de Corps d'Armée de Larminat remet des décorations françaises aux passeurs luxembourgeois qui, ont notamment favorisé l'évasion de nombreux Français pendant la dernière guerre.

24 octobre: Au Théâtre Municipal, les Artistes Associés de la Danse présentent « Les Ballets des Champs-Élysées », avec le concours des artistes Wladimir Skouratoff et Sonia Arova, des maîtres de ballet Youly Alcaroff et Malika Besobrasowa et du chef d'orchestre André Girard.

25 octobre: Au Casino, le journaliste new-yorkais M. David Ned Blackmer qui a vécu pendant trois ans à Luxembourg, fait une conférence en anglais intitulée « La Foi baha'ie et le Luxembourg ».

26 octobre: Au Cercle Municipal, la cantatrice Beila ben Sedira et le pianiste Shura Cherkassy prêtent leur concours à deux concerts symphoniques publics, offert par l'orchestre de Radio-Luxembourg, sous la direction d'Henri Pensis.

27 octobre: « New Light on the Brontës », tel est le titre d'une conférence faite au Casino par la romancière anglaise Miss Phyllis Bentley, sur invitation de la British-Luxembourg Society.

28 octobre: Au Casino, les « Amitiés Françaises » inaugurent le cycle de leurs manifestations de la saison 1950-1951 par une conférence-récital intitulée « Leurs grands amours ». Conférencière est M<sup>lle</sup> Nizan, ex-sociétaire de la Comédie Française.

A la Galerie Bradtké, exposition des œuvres de l'artiste français M. Germain Raingo-Pelouse.

29 octobre: Au Théâtre Municipal, les Galas Kar-senty de Paris présentent le grand succès du Théâtre St.-Georges « Miss Mabel », comédie en cinq tableaux de R. C. Sheriff, avec le concours de Ludmilla Pitoeff et des créateurs.

S. A. R. Monseigneur le Grand-Duc Héritier inaugure le « Monument aux Morts » de Luxembourg-Grund.

M. Robert Schaffner, Ministre des Travaux Publics, représentant M. le Ministre de l'Intérieur, inaugure le nouvel Hôtel de Ville de Vianden, en présence de M. André Origer, Commissaire de District, de députés et des autorités communales. Les discours d'inauguration sont prononcés par M. le Ministre Robert Schaffner et M. le Bourgmestre Victor Abens.